



UNIVERSITE D'ANTANANARIVO
Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie
Département : ECONOMIE
Second cycle : promotion sortante

OPTION : « ADMINISTRATION »

PROMOTION HARENA

Mémoire de fin d'étude pour l'obtention du
Diplôme de Maîtrise Es-sciences Economiques

MADAGASCAR A L'HEURE DE L'OUVERTURE ECONOMIQUE

Par : ANDRIASEHENO Noëlson Flavien

Date de soutenance : 22 avril 2016

Encadreur : Docteur RAMIARISON Herinjatovo Aimé, Maître de conférences.

Date de dépôt : Mai 2016

REMERCIEMENTS

Mon premier remerciement s'adresse à Dieu qui m'a dirigé et qui me donne la force, d'une très bonne santé, de grande idée et surtout tout ce qu'il m'a donné depuis la réalisation de ce travail de mémoire jusqu'à son achèvement.

Mon deuxième remerciement s'adresse au docteur RAMIARISON Herinjatovo Aimé, maître de conférences, qui a pu m'accorder son temps précieux pour m'encadrer et me conseiller dans la réalisation de ce travail de mémoire. Qu'il puisse trouver ici l'expression de ma très haute considération et de ma profonde gratitude.

Je remercie également Monsieur le Doyen de la Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie de l'Université d'Antananarivo RAKOTO David, Monsieur le Chef du Département Economie ANDRIAMAHEFAZAFY RAMAROMANANA Fanomezantsoa, tous les enseignants du département Economie ainsi que tout le personnel administratif et technique pour toute leur contribution à renforcer ma connaissance tout au long de mes parcours au sein de ce département.

Mes vifs remerciements à tous ceux qui m'ont apporté leurs aides et leurs soutiens, de près ou de loin, parents et amis, à la collecte des données et surtout à la réalisation de ce travail. Puisse ce mémoire de Master1 témoigner ma persévérance et marquer mes sentiments les meilleurs à votre égard. Merci, je vous suis très reconnaissante.

ABREVIATIONS

AGCS	: Accords Général sur le Commerce de Service
AGOA	: African Growth Opportunity Act
APE	: Accord de Partenariat Economique
BM	: Banque Mondiale
C.O.I	: Commission de l’Océan Indien
CI	: Commerce International
CNUCED	: Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement
COMESA	: Common Market for Eastern and Southern Africa
CREAM	: Centre de Recherches, d’Etudes et d’Appui à l’Analyse Economique à Madagascar
DCPE	: Documents Cadre de Politique Economique
DIT	: Division International du Travail
DSRP	: Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
EDBM	: Economic Development Board of Madagascar
EF	: Entreprises Franches
FED	: Fonds Entretien pour le Développement
FMI	: Fonds Monétaire International
GATT	: General Agreement on Tariffs and Trade
HOS	: Heckscher- Ohlin- Samuelson
IAEDM	: Initiative d’Allègement de la Dette Multilatérale
IDE	: Investissement Direct Etranger
INSTAT	: Institut National de la Statistique
IPPTE	: Initiative des Pays Pauvres Très Endettés
MAP	: Madagascar Action Plan
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
PAS	: Programme d’Ajustement Structurel
PD	: Pays Développés
PDEM	: Pays Développés à Economie de Marché
PED	: Pays en Développement
PIB	: Produit Intérieur Brut
PMA	: Pays Moins Avancés
PNB	: Produit National Brut
PNUD	: Programme des Nations- Unies pour le Développement
PVD	: Pays en voie de développement
QMM	: Quit Minerals Madagascar
R-D	: Recherche-Développement
SADC	: Southern African Development Community
UA	: Union Africaine
UE	: Union Européenne

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS.....	i
ABREVIATIONS.....	ii
SOMMAIRE.....	iii
LISTE DES TABLEAUX.....	iv
LISTE DES FIGURES.....	v
INTRODUCTION.....	1
PARTIE I : APPROCHES THEORIQUES DE L'OUVERTURE COMMERCIALE.....	1
Chapitre I : Théories traditionnelles du commerce international.....	4
Section 1 : Théories classiques.....	4
Section2 : Théories néoclassiques du Commerce International.....	9
Chapitre 2 : Nouvelles théories du commerce international.....	13
Section 1 : Extensions de la théorie traditionnelle : Théorie de Linder et Vernon.....	13
Section2 : Théorie de Krugman Paul.....	15
Partie II : Cas de Madagascar.....	4
Chapitre I : Politiques d'ouverture commerciale à Madagascar :.....	18
Section1 : Politiques d'ouverture commerciale déjà mise en ouvre par Madagascar.....	18
Section2 : Evolution du commerce extérieur à Madagascar.....	23
Chapitre II : Impact positif de l'ouverture sur la croissance de Madagascar.....	25
Section 1 : Liens entre exportations et croissances économiques:.....	25
Section 2 : Ouverture et réduction de la pauvreté.....	30
Chapitre III: Problème et risque de ralentissement de la croissance :.....	31
Section 1 : L'ouverture de Madagascar n'arrive pas à suivre la concurrence.....	32
Section 2 : L'ouverture augmente l'écart entre les deux pôles : Réalité de Madagascar par rapport aux pays riches.....	33
CONCLUSION.....	35
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	I
ANNEXES.....	III
TABLE DES MATIERES.....	VII

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Les effets d'une spécialisation de l'UE dans le secteur automobile	6
Tableau 2: Les branches performantes du secteur industriel	26
Tableau 3: Exportations malgaches de crustacés en 2001 et principaux marchés.....	28
Tableau 4: Exportations malgaches de vanille en 2001 et principaux marchés.....	29

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : La frontière des possibilités de production du pays domestique. La droite FP indique, pour chaque niveau de production de fromage, la quantité de vin qui peut être produite	7
Figure 2 : La frontière des possibilités de production lorsque les facteurs de production ne sont pas substituables	11
Figure 3 : La frontière des possibilités de production lorsque les facteurs de production(travail et Terre).....	12
Figure 4 : combinaison de facteurs de production qui produisent un kilo de nourriture	12
Figure 5 : Cycle de vie du produit de Vernon.....	15

INTRODUCTION

L'ouverture commerciale pose de grand débat depuis plusieurs décennies. Elle constitue l'une des phénomènes de la mondialisation dont leur apparition est connue depuis le XV^e siècle. Au XIX^e siècle, le commerce international se caractérise de la domination Britannique par l'accroissement rapide des échanges internationaux. La mise en place des accords de coopérations commerciales depuis des siècles renforce les échanges internationaux. En 1947, les organismes internationaux établissent l'accord sur le GATT qui est composé de 23 membres et concernait surtout les pays développés à économie de marché. Son objectif est de faciliter le développement du commerce international par la réduction des droits de douanes, des contingents, des barrières non tarifaires, des accords préférentiels et surtout par l'application du principe de réciprocité et le principe de la clause de la nation la plus favorisée. En 1973, pendant le choc pétrolier, le commerce international se recule mais après, il a connu une forte expansion surtout à partir de 1983. Les organismes internationaux ne cessent pas de chercher de nouvelle ordre économique, ils mettent en place la CNUCED avec des objectifs favorisant le développement du commerce international du tiers monde. Elle est composée de 168 pays : les PVD, le groupe des PDEM et les pays d'Europe de l'est. Les pays membres se réunissent tous les 4 ans depuis 1964 et siégeant à Genève et comprenant un secrétariat permanent, un conseil du Commerce et du Développement et sept (7) commissions spécialisés. L'Uruguay Round met en place l'OMC en 1995 pour remplacer le GATT. Cet organisme prend en charge la promotion du commerce international dans le monde jusqu'aujourd'hui. A la différence de GAT, du point de vue juridique, le GATT était un accord temporaire, alors que l'OMC est une organisation internationale à part entière et emploie un peu plus de 600 personnes, pour un budget annuel d'environ 120 millions d'euros. L'accord de l'OMC englobe un ensemble de réglementation des échanges internationaux de services (AGCS ou Accords Général sur le Commerce de Service). Leur objectif principal est de servir de base aux négociations qui auront lieux dans les cycles futurs.

Dans le contexte actuel de la mondialisation, Madagascar est considéré comme l'un des pays les moins avancées au monde. La population malagasy est devenue pauvre suite à l'instabilité de la situation socio-politique et socio-économique. L'analyse à partir d'un indicateur de développement humain montre que le revenu par tête et le PIB par tête sont faibles dans ce pays. D'ailleurs, la perspective de la croissance économique de Madagascar est peu probable malgré l'existence de mauvaise gouvernance, l'insuffisance d'énergie, les retards de financements extérieurs et aussi la faiblesse des ressources internes et de l'investissement

privé. L'insuffisance du capital humain, la concentration des entreprises industrielles sur l'industrie alimentaire, l'industrie textile, et l'industrie du bois ; tout cela diminue la création de l'emploi et bloque l'accès au développement. En particulier, la course vers la politique des échanges sur le commerce internationale est pertinente pour le redressement de la croissance économique que se soit dans les pays en développements ou dans les pays développés. La promotion des entreprises exportatrices et le fait de réagir au niveau des organismes internationaux comme le FIM et la Banque mondiale sont donc prometteuses de la croissance économique d'un pays. L'adoption d'une politique du libre échange sur le commerce internationale permet d'améliorer la croissance économique si on est un petit pays comme Madagascar.

Après avoir participé au GATT, Madagascar est membre de l'OMC depuis 1995. En tant que pays ACP, Madagascar a bénéficié depuis les années 1970 des Conventions de Lomé successives qui lui ont donné un accès préférentiel au marché européen. Cet accès a été renforcé en janvier 2002 avec l'initiative « Tout sauf les armes (TSA) ». Par ailleurs, Madagascar participe à deux Accords économiques régionaux : le COMESA et la COI et envisage d'adhérer à la SADC.

Enfin, elle bénéficie, notamment pour le textile, d'un accès préférentiel au marché américain dans le cadre de l'AGOA.

L'un des sujets mettant l'importance en économie internationale est l'ouverture basée sur le renforcement des exportations des biens vers le commerce extérieur. Il est donc nécessaire d'analyser les effets de ce dernier sur la croissance économique en vue de mettre en place une bonne politique correspondante à la politique des échanges extérieurs pour qu'un petit pays comme Madagascar peut en tirer des avantages pour faire bouger notre économie et pour faire connaître notre part du marché sur le commerce extérieur.

En fait l'hypothèse principale montre que l'ouverture sur le commerce internationale contribue à la croissance économique. En l'occurrence, l'hypothèse spécifique pertinente estime que les exportations vers le commerce extérieur contribuent à la croissance économique. En réalité, différents auteurs prônent que des gains seront envisagés si un pays ou des pays participent au commerce international et ces gains obtenus ont des impacts sur la croissance économique du pays qui y participent.

Par contre, dans le cadre d'une réflexion objective, on constate que la plupart du temps, les pays développés qui bénéficient plus au niveau du commerce international. Ce dernier pose alors de grand problème, particulièrement, l'ouverture contribue au ralentissement de la performance de la croissance économique du pays. Du point de vue

spécifique, il est probable que Madagascar sera impliqué à cette phénomène de ralentissement de l'économie tendant à rendre ce pays sous le jauge de la pauvreté.

Afin d'appréhender notre analyse, on apportera en première étape des illustrations théoriques du commerce international¹, suivi à la seconde étape sur l'analyse du cas de Madagascar²

La méthodologie d'analyse de ce sujet se base à partir de l'idée inventé par Erfani qui a étudié en 1999 la relation entre la performance des exportations et celle de la croissance économique entre 1965 et 1995 dans plusieurs pays d'Asie et d'Amérique latine. Dans ce cas, le résultat montre qu'il y a relation positive parallèle et significative entre ces deux variables. Pourtant, la méthode positive permet de garantir l'explication concret de l'ouverture commerciale de Madagascar vers les partenaires commerciaux et capable de dégager les impacts de ce commerce sur la croissance du pays car dans cette méthode on essaie de trouver les relations de cause à effet « causalité simple » c'est-à-dire on prend comme cause l'ouverture de Madagascar (exportation effectué) vers l'extérieur et comme effet leur impact sur l'accroissement du PIB, sur la réduction de la pauvreté de la population malgache. La plus importante c'est de trouver les relations unilatérales entre les variables explicatives (exportations) vers le commerce international et les variables à expliquer (impacts sur la croissance de Madagascar).

¹ Etude de divers avantages au niveau du commerce international

² L'analyse sur le cas de la réalité de Madagascar se réfère par rapport à une date qui montre l'événement très remarquable dans ce pays.

**PARTIE I : APPROCHES THEORIQUES DE L'OUVERTURE
COMMERCIALE**

L'une de première idée développée par la théorie du commerce international montre que les échanges extérieurs mondiaux apportent des gains à grande échelle. L'existence de la différence entre les nations sera le principal fondement de l'échange. C'est pourquoi que chaque nation s'échange pour tirer des profits et en vue d'accroître leur croissance économique. Mais parfois cette idée a priori simple soulève cependant des problèmes qui ont animé les débats sur l'opportunité de l'ouverture d'un pays donné aux échanges internationaux.

Chapitre I : Théories traditionnelles du commerce international

Section 1 : Théories classiques

Divers théoriciens étudient le fonctionnement du commerce international. En principe ce dernier se différencie de la théorie mercantiliste qui n'est qu'un jeu à somme nulle selon Krugman. Ensuite cette idée de Krugman est amorcée par Adam Smith qui est le père fondateur de l'économie politique dont son analyse sur le commerce international vise à montrer que le commerce entre les nations procure un gain net (Smith 1776). Et puis cet analyse d'Adam Smith sur le commerce international est développé par David Ricardo(1817).

1. Théorie d'Adam Smith (1723-1790):

Adam Smith est un économiste classique dont il montre dans son œuvre l'existence de l'échange international. Donc en 1776 en s'opposant aux mercantilistes, il avance deux arguments importants. Le premier se concerne sur l'avantage absolu c'est à dire l'économie nationale exportera les biens pour lesquels elle produit dans des conditions plus avantageuses et les importera dans le cas où ils sont à l'origine d'un gain à l'échange et elle doit convient d'acheter à l'étranger tout ce qui y est disponible à moindre coût. Le second argument concerne la taille des marchés basée sur le principe de la division du travail. Il énonce que l'étendu du marché est la principale source de la croissance. Selon ce principe, la transformation de l'économie fermée en économie ouverte peut conduire à un plus grand marché et bénéficier de techniques plus efficaces.

En se basant sur le premier argument, en gagnant d'avantages absolus sur le commerce international; toutes nations peuvent se spécialiser dans la production des biens où les coûts sont moindres pour les exploiter.

Par exemple, Prenons le cas de la France et de l'Arabie Saoudite pour deux produits : les voitures et le pétrole. La France a un avantage absolu pour les voitures et doit se spécialiser dans cette production. Elle doit délaisser la production de pétrole et l'acheter à l'extérieur.

L'Arabie Saoudite doit se spécialiser, à l'inverse, dans la production de pétrole et importer ses Voitures. Du point de vue économique, les deux pays ont intérêt à se spécialiser et à commercer. Il n'y a aucun perdant à l'échange.

2. Théorie de David Ricardo (1772-1823) :

Principes en faveur des avantages comparatifs :

Selon le principe du modèle Ricardien, chaque pays bénéficie des avantages relatifs ou des désavantages absolus ou le terme le plus connu est « avantages comparatifs ». La spécialisation qu'un pays tire des gains à l'économie internationale dans la production d'un bien doit compter sur le coût d'opportunité qui détermine les avantages comparatifs de ce pays même si ce pays n'a pas des avantages absolus. En principe, il n'existe pas d'autorité centrale qui décide de la spécialisation de chaque économie, et personne ne redistribue la production de chaque pays entre les différents consommateurs. Le fait de comprendre comment les mécanismes de marché permettent à chaque pays de se spécialiser dans les secteurs dans la mesure où ils bénéficient des avantages comparatifs et comment le commerce international s'organise pour obtenir des gains nets. En faveur de cet événement que David Ricardo débute son analyse au XIX^e siècle et d'élargir à partir de l'analyse d'avantages absolus d'Adam Smith.

L'exemple la plus récente est le cas en 2005, pendant ce temps, le Président français est conscient sur l'importation des textiles chinois juste avant le référendum de la constitution de nombreuses travailleurs en Europe. A ce moment-là, il déclare la politique protectionniste commerciale pour protéger les industries textiles dans les pays développés. Au 1er janvier 2005, les échanges internationaux sont limités suite à la fin des accords multifibres dans ce secteur, les importations en provenance de la Chine ont soudainement augmenté de la même manière. Durant ce temps, la hausse de la concurrence des entreprises textiles prend une forme de menace des entreprises dans le PD. Pourtant, la production de vêtements, même de faible qualité, nécessite un atelier et du personnel. Il faut également recourir aux services de nommer, de logisticiens, de comptables et de commerciaux parce que ces travailleurs, pourraient être mobilisés dans la fabrication d'autres produits, tout comme le capital investi dans le secteur textile. En effet, toute production ne constitue pas toujours aux dépenses d'une autre et résulte formellement d'un arbitrage. Celui-ci peut se traduire par un coût d'opportunité. Le sens du coût d'opportunité s'exilique donc que la fabrication des chemises en termes d'automobiles correspond au nombre de voitures qui pourraient être

fabriquées avec les ressources utilisées dans la production d'une quantité donnée de chemises. En fin du compte, l'avantage comparatif est déterminé par le cout d'opportunité le plus faible en termes de fabrication. La constatation de supposition que l'UE produit 10 millions de chemises dont le cout d'opportunité en termes d'automobiles correspond à ces derniers est de 10000 voitures. Or, en Asie le coût d'opportunité de 10 millions de chemises correspond à 3000 voitures donc le cout de fabrication de chemises sera faibles car ces travailleurs sont moins efficaces que leurs collègues en Europe et dans la fabrication des biens sophistiqués et que ce pays seront un accès suffisant en matière première. D'après tous ces constatons, la production mondiale subit une augmentation supplémentaire de 7000 voitures .si chaque pays se spécialise dans la mesure où le cout d'opportunité est plus faible. Pour l'UE la spécialisation sur la production de voitures est bénéfique mais pour les pays Asiatiques, ils doivent se spécialiser dans la production des chemises. Le tableau suivant résume les effets de cette spécialisation de l'UE dans le secteur automobile.

Tableau 1 : Les effets d'une spécialisation de l'UE dans le secteur automobile

	Millions de chemises	Milliers de voitures
Union européenne	-10	+10
Chine	+10	-30
Total	0	+7

Source : KRUGMAN Paul, OBSTFELD Maurice, et al, « *Economie internationale* », Pearson Education France, 8è édition, Paris, 18 Mars, 2009, P30.

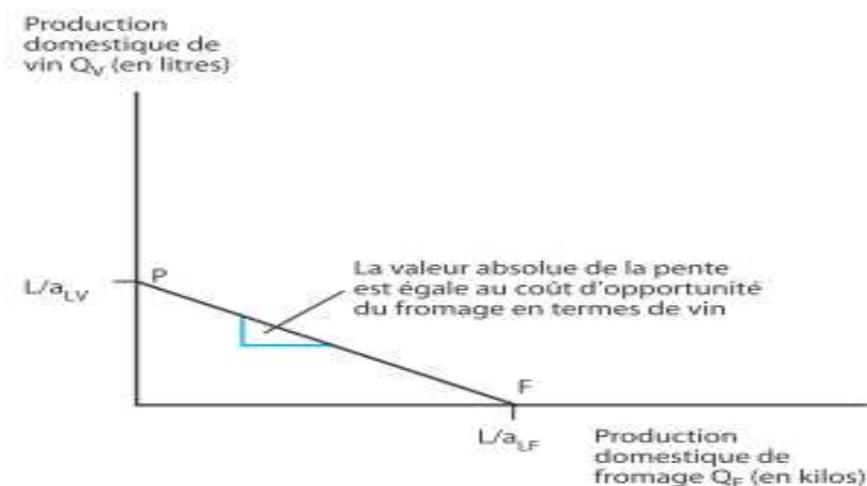
Economie de facteurs :

Pour mieux comprendre le rôle apporté par l'avantage comparatif sur le commerce international, nous constatons qu'une économie domestique ne produise que deux biens : le vin et le fromage. Supposons qu'elle ne dispose que d'un seul facteur de production, le travail, qu'elle possède en quantité L. En plus, les technologies dans chacun des secteurs sont effectivement définies par les productivités de la main-d'œuvre. Celles-ci sont exprimées en termes de quantité unitaire de travail, c'est-à-dire en nombre d'heures nécessaires pour produire une unité de bien : a_{LV} pour un litre de vin et a_{LF} pour un kilo de fromage.

La courbe des possibilités de production de ce pays domestique dépend de l'offre de travail qui constitue l'unique ressource de cette économie et qui est limitée en même temps. L'existence de ce dernier incite à diminuer la production de ce pays c'est pourquoi qu'il faut faire de choix pour accroître la production d'un bien restreindre celle d'un autre bien. Dans ce cas, le graphique ci-dessous résume la frontière de possibilité de production de ce pays

domestique et explique bien l'ensemble des paniers de biens que le pays peut produire en utilisant l'ensemble de ses ressources :

Figure 1 : La frontière des possibilités de production du pays domestique. La droite FP indique, pour chaque niveau de production de fromage, la quantité de vin qui peut être produite



Source : KRUGMAN Paul, OBSTFELD Maurice, et al, «*Economie internationale* », Pearson Education France, 8^e édition, Paris, 18 Mars, 2009, P32.

La droite FP montre bien qu'il n'y a qu'un seul facteur (facteur travail) utilisé dans ce pays domestique. En supposant qu'au début, ce pays produit une quantité de Q_V du vin et une quantité Q_F de Fromage. Dans ce cas, la quantité de travail utilisée dans le secteur productrice du vin et la quantité de travail utilisée dans le secteur productrice de Fromage sont respectivement $a_{LV} Q_V$ et $a_{LF} Q_F$ donc l'emploi au niveau de ces deux secteurs ne peut pas dépasser la quantité de travail disponible dans l'économie (L) : $a_{LV} Q_V + a_{LF} Q_F \leq L$.

Le cout d'opportunité d'un kilo de fromage en terme du vin sera constant donc pour produire un kilo de fromage supplémentaire, il faut augmenter a_{LF} unités de travail de plus dans ce secteur. Dans ce cas, nous pourrions constater que chacune de ces unités peut être utilisée pour produire $1/a_{LV}$ litres de vin. Le cout d'opportunité du fromage en termes de vin est a_{LF}/a_{LV} . En fait, ce cout est toujours égale en valeur absolue, à la pente de la frontière des possibilités de production quelques soient les quantités produites de chaque bien selon la figure ci-dessus.

Apports du modèle : Vis-à-vis du modèle Ricardien qui est un modèle très simple et montrant l'idée à travers lesquels, même si les pays sont composés d'une représentation

différente ; seul l'accès aux échanges internationaux peuvent augmenter leurs gains en vue d'accroître la croissance économique. Pour cela, le partage du gain mutuel à l'échange devrait être constaté face à l'ouverture envers le commerce extérieure. En fait, l'existence de ce gain mutuel à l'échange peut être donc représentée de deux façons distinctes. Tout d'abord, le commerce montre une méthode indirecte de production parce qu'au lieu de produire lui-même un bien, un pays peut fabriquer un autre bien et l'échanger contre ce qu'il désire. Selon ce modèle, à chaque fois qu'un bien est importé, sa production indirecte nécessite moins de travail que sa production directe. Par ailleurs, le commerce international permet un élargissement des possibilités de consommation d'un pays. La répartition de ces gains entre les deux pays dépend des prix relatifs d'équilibre. La détermination des prix relatifs est définie par la confrontation des offres et demandes relatives mondiales. Ce prix implique également un taux de salaire relatif.

En plus, concernant la vision Ricardienne de l'avantage comparatif, les différences de prix relatifs sont liées aux conditions de productions différentes d'un pays à l'autre. La source de spécialisation internationale est expliquée par la différence de la technologie. C'est pourquoi que Ricardo doit prendre compte ce second apport. Ce qui veut dire que la thèse du cycle de vie des produits (Vernon, 1966), constitue un prolongement naturel de la théorie de Ricardo, et qui est validée par (Feenstra et Rose, 2000). A propos de ce cycle, des produits nouveaux apparaissent dans les pays sources d'innovations et que ces pays ne cessent pas d'exporter tout en dépassant les produits anciennes face aux diverses concurrences. L'avantage que chaque pays procure doit se référer dans le cycle proportionnel à la performance économique en termes de productivité et du taux de croissance.

En réalité, la frontière des possibilités de production que ce soit une autre pays domestique ou une autre pays étrangère sera toujours représenter par une droite comme précédemment mais les données de chacun de pays en matière de production des biens les différencient et varient la forme de la pente dans cette figure ci-dessus.

En fait, la théorie énoncée par ces auteurs classiques montre d'une manière sur laquelle comment gagner sur le commerce international .Par suite, d'autres théoriciens comme les néoclassiques (Eli Hecksher Ohlin et Paul Samuelson au XX^{ème} siècle) doivent portent des explications plus claire des gains attendus des pays participant à l'ouverture commercial en vue d'accroître la croissance économique.

Section2 : Théories néoclassiques du Commerce International

1. Le modèle Hecksher (1879-1952), Ohlin (1899-1979) ou (HO) :

Tout comme dans le modèle Ricardien, les avantages comparatifs ne proviennent qu'à travers l'utilisation d'une seule unité de production (facteur travail). Une autre explication plus réaliste du commerce international est prise en considération non seulement la productivité du travail, mais aussi les différences de disponibilités des autres facteurs de productions comme la terre, le capital et les ressources naturelles. Les différences de dotations (offre) en facteurs montrent bien la source des uniques échanges. Les avantages comparatifs sont donc en provenance de dotations nationales qui structurent l'abondance des facteurs de productions et par la technologie de production qui détermine l'intensité relative en faveur de production de différents biens. A travers ce modèle que les deux économistes Suédois : Eli Heckscher et Bertil Ohlin prônent leurs théories. Le modèle HO met en exergue les proportions des facteurs disponibles et celles qui sont utilisés dans la production des biens. Il est parfois appelé théories des proportions de facteurs, ou encore modèle factoriel³.

Modèle factoriel : Le modèle à deux facteurs de HO est simple et qui s'écrit par « $2 \times 2 \times 2$ ». Ce dernier décrit deux pays (domestique et étranger), deux biens (nourriture et vêtement) et deux facteurs de productions (terre et capital).

Ici, la détermination de la frontière des possibilités de productions était représenter l'utilisation plus d'un facteur qui serait différent de la frontière des possibilités de production dans le modèle Ricardien précédent. En définitive, les différentes composantes suivantes sont utiles pour comprendre bien le modèle de HO :

- a_{TV} : hectares de terre utilisés pour produire un vêtement ;
- a_{LV} : heures de travail utilisées pour produire un vêtement ;
- a_{TN} : hectares de terre utilisés pour produire un kilo de nourriture ;
- a_{LN} : heures de travail utilisées pour produire un kilo de nourriture ;
- L : offre de travail de l'économie ;
- T : offre de terre de l'économie

Les quantités de la terre et de travail sont importantes pour produire un volume donné des biens, plutôt que des quantités nécessaires. Les entreprises sont les premières bénéficiaires de l'existence de multiples facteurs et ont un libre choix sur la production. D'ailleurs, il est

³ Paul Samuelson a aussi largement contribué à formaliser les intuitions développées par ces trois auteurs.

possible d'atteindre un même niveau de production que ce soit en utilisant beaucoup de terres et peu de travail et vice versa.

Dans cet exemple de fabrication de deux biens, il n'y a qu'une seule façon de produire chaque bien dont la production d'un vêtement ou d'un kilo de nourriture annonce une quantité fixe de chacun des deux facteurs, en absence de substitution de l'un à l'autre.

Supposons que le ratio des quantités utilisées de travail et de terre soit plus élevé dans le secteur textile que dans la production de nourriture, on est :

$$a_{LV} / a_{TV} > a_{LN} / a_{TN} \quad (1)$$

Si est seulement si :

$$a_{LV} / a_{LN} > a_{TV} \quad (2)$$

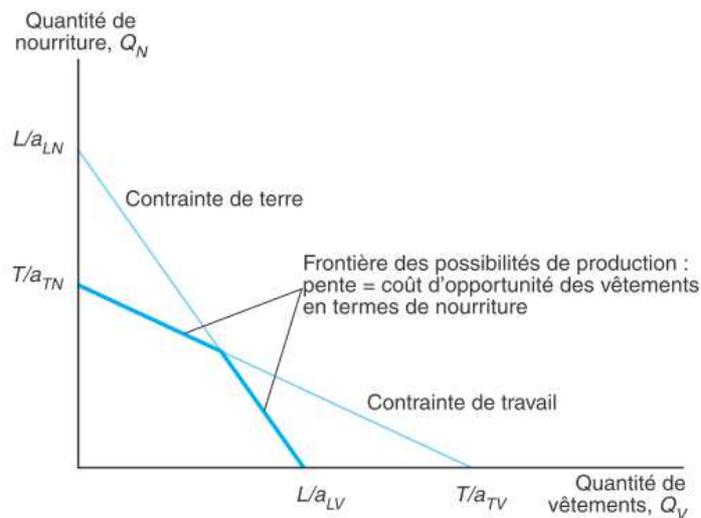
De la même manière comme le modèle Ricardien, la frontière des possibilités de productions se définit par les contraintes de dotations en facteurs. La quantité de terre utilisée dans la production des deux biens ne peut pas excéder l'offre totale de ce facteur :

$$Q_N \times a_{TF} + Q_V \times a_{TV} \leq T \quad (3)$$

Avec Q_N est la production de nourritures et Q_V celle de vêtements. De même, la quantité de travail nécessaire à la production ne dépasse pas l'offre totale de travail :

$Q_N \times a_{LN} + Q_V \times a_{LV} \leq L \quad (4)$. Pourtant, chaque contrainte de ressource est tracée de la même manière que la droite des possibilités de production à la figure 1. Mais la différence est que qu'ici l'économie peut produire en respectant les deux conditions données par les équations (3) et (4). La frontière des possibilités de production est donc représentée par la droite coudée. Le coût d'opportunité des vêtements en termes de nourriture n'est pas variable. Cela veut dire qu'il est faible quand l'économie produit peu de vêtements et beaucoup de nourritures, et dans le cas contraire, il est élevé.

Figure 2 : La frontière des possibilités de production lorsque les facteurs de production ne sont pas substituables



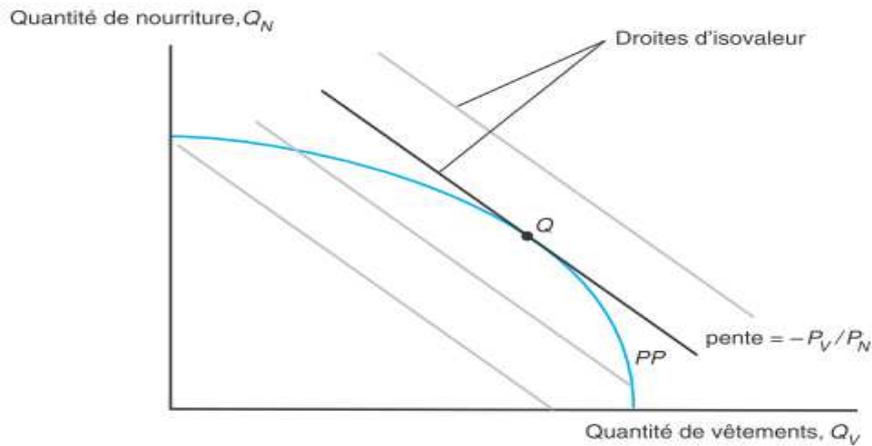
Source : KRUGMAN Paul, OBSTFELD Maurice, et al, «*Economie internationale* », Pearson Education France, 8^e édition, Paris ,18 Mars, 2009, P53.

Substituabilité de facteurs de production

Dans le cas de la substituabilité des facteurs de productions, comme c'est vraisemblablement le cas dans la réalité, la frontière des possibilités de production n'est plus coudée, elle prend sous forme d'arc. Mais cette frontière montre encore la variation du coût d'opportunité en fonction de la production relative des biens donc plus l'économie consacre une part importante de ses ressources à produire des vêtements, plus le coût d'opportunité de ce bien est élevé. Le point d'équilibre de l'économie qui correspond à la frontière des possibilités de production dépend du prix des deux biens.

D'après l'équation $Y = P_V \times Q_V + P_N \times Q_N$, l'équilibre se situe alors sur le point maximisant la valeur de la production. P_V et P_N sont respectivement les prix des vêtements et de la nourriture. Cette équation s'appelle droite d'iso valeur. Ce qui signifie que pour un prix des biens donnés de l'ensemble des paniers de production correspondant à une valeur totale constante (Y). La maximisation de la valeur créée par l'économie peut se revenir à choisir le point Q , où la frontière des possibilités de production sera tangente à la droite d'iso valeur la plus haute possible ou bien la pente de la frontière est égale à celle de la droite d'iso valeur : $-P_V / P_N$. Le coût d'opportunité (en termes de nourriture) de la production d'une unité supplémentaire de vêtements est donc égal au prix relatif des vêtements.

Figure 3 : La frontière des possibilités de production lorsque les facteurs de production (travail et Terre) sont substituables



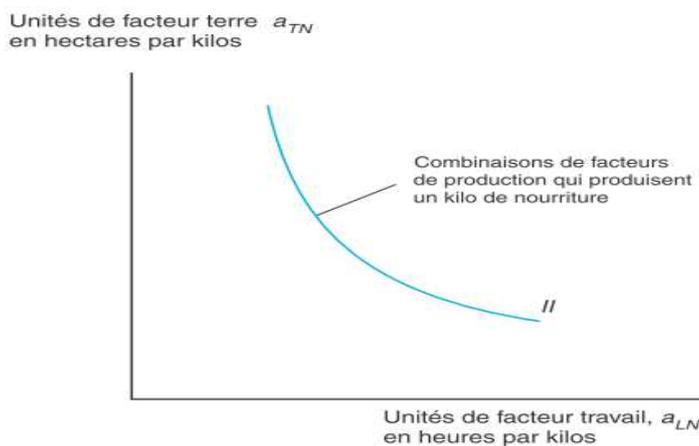
Source : ibid.

Combinaison des facteurs de productions

S'il y a plusieurs facteurs substituables, les entreprises doivent augmenter non seulement les quantités produites mais aussi leur mode de production.

Par exemple, une entreprise agricole accroît sa production alors en même temps elle augmente les surfaces à cultiver. Dans d'autre cas elle peut aussi produire davantage sans utiliser plus de terre, si elle emploie un plus grand nombre de travailleurs pour préparer le sol et éliminer les mauvaises herbes. Ce mécanisme est illustré par la figure ci-dessous si on peut produire un kilo de nourriture :

Figure 4 : combinaison de facteurs de production qui produisent un kilo de nourriture



Source : ibid.

2. Théorie de Paul Samuelson (1915-2009) ou S

Le théorème de Paul Samuelson(1915) établit un résultat important concernant les rémunérations réelles des facteurs inventées par ces deux auteurs, cela veut dire qu'à l'ouverture, la rémunération réelle d'un des deux facteurs s'améliore d'une part et la rémunération réelle de l'autre se dégrade d'autre part et cela se traduit un conflit distributif dans l'ouverture au commerce. Sous les hypothèses mentionnées du modèle, une augmentation du prix relatif d'un bien accroît le revenu réel du facteur utilisé intensément dans la production de ce bien, et diminue le revenu réel de l'autre facteur. Donc, on a un conflit de redistribution des gains au commerce entre facteurs rares et abondants lorsque les pays sont incomplètement spécialisés : si la production ne peut pas bouger car le pays est totalement spécialisé dans la production d'un bien, les rémunérations réelles restent fixe du moment à l'autre.

Ces auteurs expriment donc leurs idées en vertu duquel des pays développés ou des pays en développement qui s'ouvrent au niveau international, procurent des gains selon les explications des théories de chaque auteur. En principe, ces théoriciens sont optimiste notamment David Ricardo et Hecksher, Ohlin et Paul Samuelson.

Chapitre 2 : Nouvelles théories du commerce international

Section 1 : Extensions de la théorie traditionnelle : Théorie de Linder et Vernon

Depuis les années 1960, différents auteurs notamment Linder (1961) et Vernon (1966) apportent des explications sur les échanges fondés à partir d'une différenciation géographique des biens et sur les différences temporelles du niveau technologiques entre les différents pays. L'analyse de ces auteurs concernant le commerce international sera la même que celle de Paul Krugman que l'on doit analyser plus tard.

1. La demande de Linder représentative (1961-1967)

D'abord, en 1961, Linder montre bien l'importance des échanges de produits similaires entre pays riches en vue d'exclure le modèle HOS et pour élaborer une nouvelle approche en termes de demande (Linder, 1961). De cette même date, selon Linder, les productions sont dépendantes de la demande. Ainsi, les producteurs nationaux produisent d'abord pour leur marché national. La demande est donc une demande domestique représentative. Les exportations représentent un commerce de surplus par rapport à la

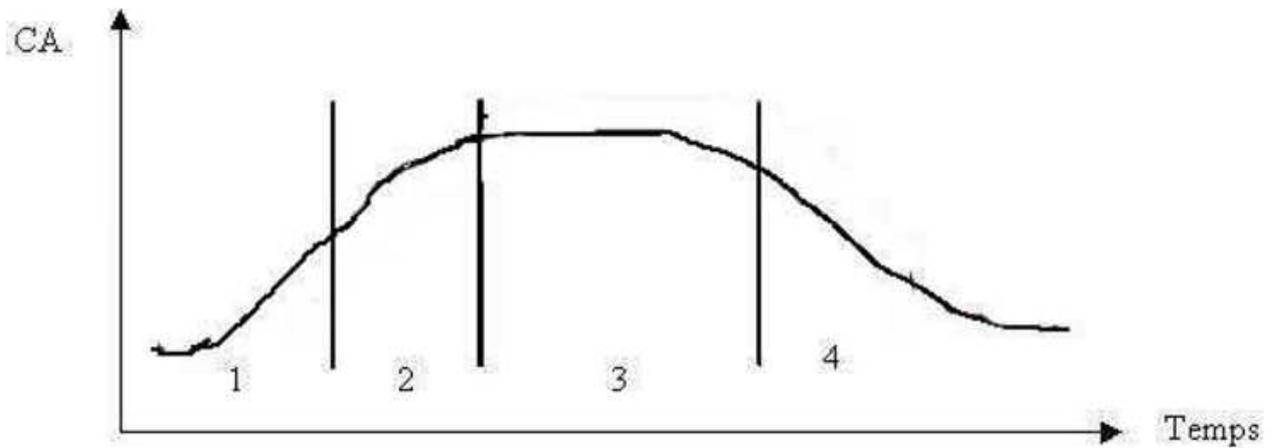
consommation intérieure. Cette demande représentative qui détermine alors la nature des produits exportés.

Cependant, les pays de même niveau de développement admettent de demande représentative similaire, leurs surplus exportables porteront sur les mêmes produits. Chaque bien exportable est donc un bien importable. Bref, plus le revenu par tête est élevé et plus le degré de sophistication des produits demandés est grand.

2. Le cycle de vie du produit de Vernon : approche néo-technologique

En 1966, Vernon élabore dans un article une explication des échanges caractérisés par l'offre des produits. Les échanges de biens sont expliqués par les innovations des pays riches qui créent sans cesse de nouveaux biens, au départ coûteux et destiné à leur marché national. La croissance de la demande locale stimule la production en grande série, ce qui réduit les coûts moyens de production et favorise les exportations vers l'étranger. Dans la mesure où le produit se trouve banaliser, les producteurs délocalisent leur production pour profiter de la main d'œuvre étrangère à meilleur marché. Le pays exportateur net, devient ainsi importateur net (Vernon, 1970). En 1986, selon Vernon, le produit suit des phases au cours de son développement : naissance, croissance, maturité, déclin (voir figure 5). La technologie correspond aux dépenses de (R-D) qui sont réalisées par les firmes et les institutions publiques. Cette R-D entraîne l'apparition des innovations qui peuvent concerner des processus de production ou des biens. Les firmes et les nations dans lesquelles elles sont localisées, sont engagées dans des courses technologiques : à un moment donné, un produit nouveau apparaît dans une nation donnée sous l'impulsion des R-D consentis et celui du hasard. La firme novatrice bénéficie dans un certain temps du monopole de production de ce bien. Les firmes localisées dans d'autres nations seront capables de mettre sur le marché un produit rival. Le flux d'exportation émanant de la première firme tendra alors à diminuer puis à disparaître. La figure ci-dessous (Vernon, 1986) illustre les différentes phases du cycle de vie d'un produit aux États-Unis. Il en résume sur quatre phases :

Figure 5 : Cycle de vie du produit de Vernon



Source : Vernon 1986

1-phase de lancement :le produit est réservé au national américain

2-phase de croissance :le produit s'exporte vers les pays partenaires

3-phase de maturité :la production est délocalisée en Europe afin de diminuer le coût de production

4-phase de déclin :la production est délocalisée vers les pays en voie de développement

Section2 : Théorie de Krugman Paul

A partir des années 80 et même jusqu'aujourd'hui, l'approche dominante est préconisée par une nouvelle théorie du commerce international sous le nom de son initiateur Paul Krugman qui obtient le prix Nobel d'économie en 2008. Son analyse se base sur la nouveauté très relative dont cette nouvelle théorie se réfère en réalité sur des travaux plus anciens qui ont pour objectif d'expliquer les caractéristiques du commerce international contemporain.

1. Rendement d'échelle croissant

Le rendement d'échelle croissant suppose que la production augmente plus vite que la taille des unités de production (rendements internes) ou que la taille de l'industrie (rendements externes). Sur le plan théorique, cette distinction est importante car seules les économies externes préservent la concurrence parfaite alors que les économies internes incitent au contraire les firmes à grandir : elles y trouvent la possibilité d'adopter des comportements stratégiques lorsqu'elles se retrouvent en petit nombre ; cela limite par ailleurs la variété de produit qu'une industrie d'une taille donnée peut offrir à ses clients. A partir de 1970, toute la théorie du commerce international a été réécrite sur la base de ces principes.

A part de cela, les coûts unitaires baissent avec le développement des industries au sein d'un pays, dès lors que des externalités positives apparaissent : émergences de qualifications spécifiques, plus grande diversité de fournisseur à proximité. Ainsi, on se raisonne en termes de tailles (de la production nationale) qui compte beaucoup. Cette idée est nouvelle parce qu'on ne peut plus se contenter de raisonner en terme relatif, comme dans la théorie classique du commerce. Un avantage initial sera cumulatif, puisque les gains de parts des marchés à l'ouverture permettront de renforcer la différence de coût. Cette différence de taille peut provenir de la taille du pays (par rapport au PNB), des préférences différentes des consommateurs, des subventions publiques. Elle peut également provenir d'un avantage comparatif. Les activités à rendements croissants tendront finalement à être beaucoup plus concentrées dans l'espace. Et tout processus d'intégration devrait renforcer cette tendance à leur concentration. Mais l'avantage comparatif, au sens classique, n'est plus un préalable à la spécialisation des pays. Même si tout est identique (technologie, demande, taille) dans deux pays s'ouvrant aux échanges réciproques, la production à rendement croissante d'un bien sera en effet nécessairement se concentrer dans l'un d'entre eux à l'équilibre. Lorsque la production d'un bien implique des coûts fixes (mise au point du produit, investissement en publicité), ceux-ci doivent être financés, ce qui suppose une marge sur chaque unité vendue, et répartis sur un grand nombre d'unité vendue, ce qui suppose un élément de monopole (un élément de différenciation faisant du bien vendu un bien unique non concurrencé par d'autres). Dans les deux cas, la concurrence parfaite doit être abandonnée. Plus généralement la concurrence imparfaite distingue les situations de concurrence de petit nombre impliquant une interdépendance stratégique des firmes, des situations de monopole sur le produit et de la libre entrée dans l'industrie (concurrence monopolistique).

2. La concurrence monopolistique

En 1979, Paul Krugman applique au commerce international le cadre concurrentiel imaginé par Avinash Dixit et Joseph Stiglitz (1977). Le modèle Dixit-Stiglitz-Krugman devient un cadre théorique de référence pour expliquer le mouvement du commerce selon les différents stratégiques adoptés par les firmes de différents pays. Kelvin Lancaster (1980) a indépendamment proposé une formulation qui aboutit à des résultats similaires, mais paye le prix d'un plus grand réalisme de ses hypothèses par une complexité qui en limite l'application.

En considérant que les produits sont différenciés par des attributs mineurs, mais issus d'une même combinaison productive. Chaque firme a le monopole sur une variété différenciée, en raison du monopole naturel conféré par les coûts de mise au point. L'entrée dans la branche est libre : les concurrents potentiels peuvent donc librement proposer de nouvelles variétés, en supportant à leur tour un coût fixe de mise au point pour chacune d'elles. Le nombre de variétés offertes est limité par l'étendue du marché (selon l'idée d'Adam Smith) en raison des coûts fixes. A l'équilibre, les marges obtenues par les firmes couvrent juste les coûts fixes donc il n'y a pas de profit justifiant la poursuite des entrées. Le consommateur considère toutes les variétés comme équivalentes dans le cadre de modèles opérationnels, cette hypothèse est relâchée et sa satisfaction marginale décroît avec la quantité qu'il consomme d'une variété donnée. La façon optimale d'allouer sa dépense est donc de répartir sa consommation de façon égale sur l'ensemble des variétés.

Si on s'ouvre envers l'extérieur, le nombre de variétés augmente, mais moins que du nombre de variétés étrangères c'est-à-dire il y a en effet des sorties de la branche, car les firmes des deux pays sont confrontées à une demande plus sensible aux écarts de prix, réduisent leurs marges, grandissent et réalisent des économies d'échelle. On obtient finalement trois résultats. Le commerce accroît la variété, ce qui augmente le bien-être des consommateurs ou, dans des modèles plus complexes, l'efficacité des producteurs utilisant les importations en consommations intermédiaires.

L'ouverture au commerce peut conduire à un choc concurrentiel : supprimer les entraves aux échanges réduit la protection naturelle offerte par la distance. Les échanges sont intra-branches, dans la mesure où toutes les variétés nationales sont consommées à l'étranger et réciproquement.

Dans la partie théorique précédemment, ces différents théoriciens de l'économie internationale essaient d'expliquer la capacité d'un pays de tirer profit au niveau de la libre échange en matière des moyens et des ressources disponibles. Dans la deuxième partie, on va voir la réalité de cette théorie par rapport au cas de Madagascar.

Partie II : Cas de Madagascar

Dans cette deuxième partie, l'analyse se base sur le débat de la situation d'ouverture commerciale de Madagascar. Dans le chapitre premier, la discussion se concentre sur la politique d'ouverture commerciale déjà appliquée par ce pays et ensuite dans le deuxième chapitre, l'ouverture contribue à la croissance économique de Madagascar et enfin dans le dernier chapitre, l'ouverture pose de grand problème qui conduit au ralentissement de la croissance économique.

Chapitre I : Politiques d'ouverture commerciale à Madagascar :

Section1 : Politiques d'ouverture commerciale déjà mise en oeuvre par Madagascar

1. La mise en œuvre du PAS

Durant la période consécutive à la fin de la seconde guerre mondiale, de nombreux pays du tiers monde ont souvent eu à négocier des accords de stabilisations avec leurs créiteurs des pays industrialisés. Cependant, les gouvernements dans ces pays disposaient d'une marge de manœuvre certaine, du fait notamment que les économies se trouvent dans une phase d'expansion. Pour soutenir l'économie des pays en crise, la mise en place du PAS sera les moyens visés par les bayeurs .Ces derniers (FMI, BM) peuvent constituer les pilotes de ce programme.

Les Politiques d'ajustements structurels (PAS) ont été imposées à Madagascar depuis la fin des années 1970 pour défendre le déficit public et les balances des paiements malgaches à un nouveau record car ces derniers sont obtenus à partir des financements des investissements sociaux par endettement avec abus et face à l'explosion du service de la dette. Le but de ces PAS était premièrement, le redressement financier suite aux crises des finances intérieures et extérieures. Les grandes lignes des mesures de politiques économiques se concerne sur la politique monétaire et de crédit notamment le contrôle de crédit (et ainsi de l'inflation) par une hausse des taux d'intérêt et ainsi d'encourager l'épargne. Dans ce cas, la lettre des recommandations du FMI sera se présenter par cette politique de hausse des taux d'intérêt en vue de stimuler l'épargne et de réduire la création de crédit intérieur. Deuxièmement, la Politique des prix et des salaires par la « vérité des prix » menant à la hausse des prix des produits intérieurs. Troisièmement, la Politique budgétaire pour la réduction des déséquilibres des finances publics. Quatrièmement, la Politique cambiaire par la dévaluation du FMG de 25% du FF face à des exportations de produits primaires à faible cours mondial. Ainsi, la politique de dévaluation a déjà été recommandée par le FMI depuis

1980 pour la grande Île qui l'a suivi à la lettre aussi. Et dernièrement, la libéralisation de l'économie dont sur le plan interne, il y a libéralisation du système commercial et sur le plan externe il y a la meilleure spécialisation selon les facteurs.

En général, les PAS des années 1980 ayant pour but le redressement des finances intérieurs et extérieurs ont apporté des effets négatifs par la déflation. Ceci a amené l'Etat malgache à réaliser, avec les aides du FMI (et d'autres bailleurs), les deux DCPE des années 1990, ayant pour but global sur le cadrage macroéconomique à moyen et long terme. Ce sont de premier programme de PAS pour prendre des mesures depuis le flottement généralisé du FMG. Cependant, la DCPE1 (1996-1999) a pour but de retrouver le chemin de la croissance en traduisant les politiques macroéconomiques et réformes institutionnelles à mettre en œuvre en faveur d'une économie de marché et la DCPEI2 (1999-2001) a pour but de retrouver le chemin de la croissance en poursuivant le but du DCPE1.

Les deux Documents cadres de politiques économiques (DCPE) des années 1990 ont été instaurés dans le but d'opter à un cadrage macroéconomique à moyen et long terme de l'économie malgache.

Comme principaux résultats, il y a eu une amélioration de la mise en œuvre des mesures d'assainissement de l'environnement économique et de la mise en place des réformes institutionnelles. Ainsi, il y a eu un maintien de la stabilité, une maîtrise de l'inflation, une hausse du taux d'investissement et une accélération de la croissance. Une amélioration des conditions de vie de la population est constatée fruit de la couverture en infrastructure de base, de la scolarisation, des indicateurs démographiques et sanitaires.

Par contre les PAS des années 1980 sur les réalisations de ces deux documents ont pu faire essayer de stabiliser l'économie malgache mais avec un taux de croissance économique toujours faible.

Dans l'année 2000, semblablement à la réalisation de ce DCPE2, elle a été marquée par la réalisation du DSRP Intérimaire. En effet, ce document est secondé par la FRPC pour ce qui est du cas du FMI depuis 2001. Ce DSRP constitue une ouverture pour Madagascar d'être parmi les pays qui vont bénéficier de l'IPTE en vue de la réduction conséquente des dettes du pays. Il est préparé par le pays conjointement avec les IFI ,et, est créé en 1999.

Ainsi, jusqu'à l'achèvement de ce DCPE en 2001 et la finition du DSRP Intérimaire en 2000, Madagascar a pu bénéficier de la FASR.

La mise en œuvre du Madagascar action plan MAP (2007 – 2012) :C'était la mise à jour du DSRP complet en 2005 qui a pour but global d'avoir une forte croissance pour une nation prospère par la vision « *Madagascar naturellement* » établie avec les Nations Unies en s'engageant aussi de réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

Les grands objectifs du MAP se basent sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la qualité de vie des malgaches. Les valeurs principales du MAP sont accentuées sur tous les aspects de la gouvernance et de l'administration afin d'obtenir des résultats convaincants.

Les résultats de ces stratégies pour faire sortir notre nation de la pauvreté n'ont pas pu réussir même s'il y a eu un maintien de la stabilité après les deux DCPE des années 1990 jusqu'à la mise en œuvre du DSRP Intérimaire en 2000 car les réalisations du DSRP Intérimaire ont déjà été confrontées avec la crise en 2002.

Mais, notre pays a pu jouir d'une reprise depuis 2003 suite à la relance après la crise. Tout de même, les résultats de ces programmes n'ont pas pu faire reculer notre pauvreté mais au contraire, surtout depuis 2009, avec une nouvelle crise politique, menant vers une coupure définitive des aides du FMI pour Madagascar en mi-2009. Toutefois, avec toutes ces aides et cette persistance de la pauvreté, notre pays a pu bénéficier de la part des bailleurs de fonds tant bilatéraux que multilatéraux de l'Initiative des pays pauvres très endettés (IPPTE) en 2006 en ayant pu atteindre les points de décision et d'achèvement en 2004. Enfin, nous avons gagné une Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) en 2010.

2. Zone du libre échange ou libéralisation

A partir des années 1990, l'Etat malgache doit entreprendre à une large gamme de programme de libéralisation de l'économie en générale et surtout son commerce extérieur. A ce moment là, il faut attendre vis-à-vis de ce commerce non seulement l'amélioration de la balance de paiement mais en particulier des effets sur la réduction de la pauvreté, c'est-à-dire le rôle qu'il joue sur la croissance économique. Mais du moment à l'autre, Madagascar n'a pas d'essor en provenance du commerce extérieur. A cet effet, nos avantages des échanges envers l'extérieur portent une grande discussion. Depuis la fin des années 80, Madagascar a

été décidé de participer au régime de la libéralisation des échanges et de l'ouverture vers l'extérieur .L'objectif vise de faire des exportations pour accroître la croissance économique.

Face au décision entreprise par l'Etat malgache sur la promotion des échanges commerciaux, pour atteindre une croissance économique forte et durable ; notre Pays a pris des mesures sur la mise en place des différents codes d'investissements qui incitent le secteur privé (c'est-à-dire les investissements étrangers) à apporter de concours dans l'amélioration des industries exportatrices , ensuite, la participation des accords d'intégration régionale qu'on va voir plus tard comme le COI(1984) ,le COMESA(1995) et la SADC(2005).Et enfin, à cause du flottement de la monnaie nationale par rapport aux devises étrangers, la mesure prise c'est pour assurer la compétitivité-prix des exportations malgaches.

Du fait de la prise de décision précédemment, le volume d'exportation augmente significativement en 2000 c'est-à-dire les exportations non traditionnelles se trouvent en progression réelle donc le produit d'industrie textile et les crevettes ont dépassé les produits de rentes traditionnels comme la vanille et le café par rapport au terme de recette d'exportation. En se basant sur cette année encore, la situation des échanges du pays avec l'extérieur surtout l'exportation effectuée par rapport au prix de 2000 n'a que très peu pendant plusieurs décennies car si on regarde le ratio moyen Exportation/PIB dans les années 70, la valeur sera de 12% alors qu'elle n'est que 16% au courant de la dernière décennie. Dans ce cas, une estimation économétrique montre qu'une augmentation de 10% d'exportation vaut une augmentation de 1% de la croissance économique de notre pays .Ce qui veut dire que l'impact de l'ouverture sur l'exportation reste modeste par rapport aux avantages offerts par le marché international (les exportations sont toujours les même mais le pays de destination reste le même).

Jusqu'à nos jours, Madagascar a de potentialité économique considérable surtout naturelle mais de nombreux obstacles bloquent la promotion de leurs exportations, parmi lesquels, l'insuffisance d'infrastructure, l'éloignement géographique de centre d'approvisionnement et de consommation, la rigidité de l'offre de produits exportés et le résultat de faible extraversion de l'économie .Tout cela a donc des impacts sur l'évolution du volume des échanges.

3. Intégration régionale

D'une manière générale, une intégration régionale c'est la participation des différents auteurs notamment la société civile et le secteur privé mais non une affaire d'Etat. « Au début de la décennie 2000, l'idée dominante était que les échanges mondiaux allaient se régionaliser, chacune des grandes économies (.....) développant des relations commerciales plus étroites avec sa périphérie en développement. Cette évolution ne s'est pas concrétisée. L'Afrique subsaharienne commerce désormais davantage avec l'Asie qu'avec l'Europe »⁴. Suite au phénomène de la globalisation et de la mondialisation qui s'est propagé depuis plusieurs décennies, ce phénomène exige une plus grande libéralisation des échanges entre les différents pays du monde. C'est pourquoi que la vision de l'UA est devenue nécessaire pour les dirigeants du continent africain et cela implique les 52 états. En effet, la promotion des échanges commerciaux au niveau du continent est devenue primordiale avant de procéder à une plus grande ouverture vers l'extérieur. D'abord, des étapes intermédiaires par la formation de groupements régionaux répartis en quatre sous-régions sont donc constatés nécessairement pour progresser vers un consensus général. Dans ce cas, les conditions d'adhésions aux groupements régionaux des pays membres dépendent de la possibilité d'accéder à un marché plus élargi que celui de domestique, d'exercer une politique commune face aux bailleurs de fonds, d'assurer le maintien de la paix et de la sécurité dans leur sous-région et de parvenir à l'intégration économique régionale permettant la libre circulation des biens et services, des capitaux et des personnes.

Ensuite, compte tenu de ce phénomène, les accords d'échanges régionaux ratifiés par Madagascar débutent par des accords d'échanges régionaux à travers une organisation intergouvernementale, comme dans le cas de la COI qui regroupe les cinq îles (Comores, l'île Maurice, l'île de la Réunion et les Seychelles et Madagascar) de la région dont Madagascar fait partie depuis 1984. Le but de cette coopération concerne la politique et la diplomatie, renforce la dimension économique et commerciale et de viser le développement durable de la région tout en renforçant aussi son identité culturelle.

En plus, l'intégration régionale peut servir réellement pour adhérer à une communauté économique régionale active surtout sur la consolidation des avancées de l'intégration, du lancement de programmes en vue du marché commun et de la crédibilité et du dynamisme de

⁴ JEAN-RAPHAEL C. et MARC L., «*L'économie mondiale 2013*». La montée des échanges Sud-Sud dans le commerce mondial, Repères, La Découverte, Paris, 2012, p97.

la communauté. Tel est le cas du marché commun de l'Afrique Orientale et Australe c'est-à-dire le COMESA qui constitue le deuxième accord ratifié par Madagascar. Ce dernier conscient alors de leurs objectifs donc depuis 1995, ce pays adhère et fait partie de 20 pays membres du groupement dans ce marché pour soutenir l'intérêt du peuple.

Enfin, la communauté de développement de l'Afrique Australe ou la SADC constitue le troisième groupement régional auquel Madagascar s'est joint en 2005. La communauté comporte de 15 membres et visant principalement l'autosuffisance collective et l'amélioration du niveau de vie de la population de la région à travers une utilisation harmonieuse et rationnelle des ressources disponibles. La ratification de l'adhésion de la Grande Ile à la zone de libre échange de la communauté a été faite le 17 août 2008.

Section2 : Evolution du commerce extérieur à Madagascar

En générale, le commerce extérieur de Madagascar est marqué par un déficit permanent de sa balance commerciale entre 2009 et 2010 : les importations sont supérieures à l'exportation (voir annexe2). Depuis la colonisation jusqu'à nos jours (disons pendant plus d'un siècle), le commerce extérieur malgache n'enregistre qu'une solde positive moindre. Cela a été venu à partir du résultat de passage de deux grandes guerres mondiales car la plupart des pays développés a été effectuée des grands achats pour constituer de stocks et pour reconstituer à une situation normale. Plutôt, le retour à une situation économique internationale normale a toujours fait réapparaître le déficit car l'exportation vers ces pays qui ont déjà en crise n'importe que quelques parties des besoins d'importations. En effet, la gamme des produits vendus par Madagascar à l'étranger est très caractéristique d'un pays faiblement industrialisé qui n'exporte que des produits bruts issus de son sol ou de son sous-sol, or le pays doit acheter sur le marché international, non seulement les matières premières (surtout les combustibles) et les biens d'équipements nécessaires au développement industriel, mais aussi certains produits alimentaires et de consommations pour les besoins de la population.

Le taux de croissance de Madagascar a connu une évolution non régulière, depuis 1975. Cela veut dire que l'économie du pays n'arrive pas à trouver le point de croissance durable. Dans ce cas, dans certain moment, une croissance positive étant considérable mais lente. Entre 1975 et 1982, Madagascar a connu un taux de croissance moyen négatif, malgré l'effet de la politique d'investissement à outrance de 1979 qui entraîne à un taux exceptionnel.

Cette sous-période s'est caractérisée par la mise en place d'une économie administrée, qui se manifeste par la fixation des prix et l'implication forte de l'Etat dans l'activité économique. De 1983 à 1987, Madagascar a enregistré une croissance économique moyenne de plus de 1,4%, mais qui est largement inférieure au taux de croissance moyen de la population d'environ 2,8%. Durant cette période, l'Etat a commencé à se désengager de l'activité économique suite à la mise en œuvre d'une politique de stabilisation et d'un Programme d'Ajustement Structurel (PAS) obtenus à partir d'une négociation avec les bailleurs de fonds. De 1988 à 1990, le pays a commencé à collecter les fruits des mesures prises consécutives à la mise en place d'une économie de marché et à l'ouverture économique avec l'extérieur. L'économie malgache a réparé avec la croissance qui a atteint une moyenne de plus de 3,5% pendant cette sous-période. Mais à l'arrivée de la crise en 1991, le pays tombe dans une nouvelle récession.

Entre 2000 et 2010, l'exportation de Madagascar a été de 4,8%. Durant cette sous-période, la croissance économique correspondante a été de 3,0%. Ce résultat montre alors la forte instabilité de la croissance économique et celle des exportations à Madagascar..

De toute façon, les relations commerciales de Madagascar la plus remarquable auprès des continents entre 2000 et 2006 se trouvent au niveau des continents européen et asiatique. Les échanges effectués avec ces deux continents au cours de la période se chiffrent respectivement à 5,68 milliards de dollars US et 5,10 milliards de dollars US, représentant environ les 37% et 33% de la valeur totale des transactions (voir figure : annexe 3). Ce pays réalise des échanges commerciaux avec les opérateurs Américain et Africain mais les transactions sont moindres par rapport aux continents cités précédemment.

Au cours de ce période encore, les échanges commerciaux de Madagascar au niveau des groupements régionaux dont l'UE est la plus privilégiée par ce pays, se réalise environ 36% de la valeur total des transactions commerciales malgaches. La transaction commerciale de Madagascar vers les pays membres de la COI compte de 142 millions de dollars US en 2000 et ont augmenté jusqu'à 160 millions de dollars US en 2006 avec un taux de croissance de 2% dont la valeur total entre ce période dépasse les 1,19 milliards de dollars US. En outre les relations commerciales entre Madagascar et les membres du COMESA semblent de se concentrer au niveau de sept pays. En effet, les transactions réalisées avec ces pays se sont constatées concrètement au cours de la période considérée dont l'île Maurice occupe la place de principal partenaire de Madagascar au sein du groupement, avec 49% de la valeur totale

des échanges. Pourtant, les transactions sous traitantes des régimes spéciaux et effectuées par Madagascar en tant qu'échanges extraterritoriaux, représentent une part non négligeable et forment les 31% des réalisations au cours de la période. Enfin, les échanges commerciaux effectués du pays auprès du pays membre ont connu une expansion notable, passant de 125 de millions de dollars US en 2000 à 204 millions de dollars en 2006, soit avec un taux d'accroissement moyen de 8,51% par an au cours de la période. Ainsi, les transactions totalisent jusqu'à 1,255 milliards de dollars pour les sept années. L'Afrique du Sud et l'île Maurice se séparent nettement du groupe des autres pays membres de la SADC, au regard de l'importance de leurs échanges commerciaux avec Madagascar. Ces deux pays ont contribué, à part égale, à la réalisation des 92% des échanges totaux réalisés au cours de la période.

Chapitre II : Impact positif de l'ouverture sur la croissance de Madagascar

Tous les économistes reconnaissent le rôle moteur que joue l'industrie dans le développement d'un pays. L'histoire économique des pays développés et des pays émergents montre bien que le secteur industriel contribue énormément à la création d'emploi, à l'investissement et aux exportations. En outre, l'industrie est le lieu principal des innovations technologiques et des gains de productivités et elle exerce un effet d'entraînement puissant sur l'ensemble des activités économiques, en particulier par ses consommations intermédiaires. Elle peut également avoir un rôle stratégique en termes d'indépendance. Même si la part des services dans l'économie s'accroît, une industrie solide est nécessaire à un équilibre vertueux de la balance commerciale et de la croissance.

Section 1 : Liens entre exportations et croissances économiques:

1. Croissances apportées par les EF :

Au début des années 1990, le secteur industriel malgache a connu un dynamisme sans précédent depuis la mise en place du régime de zone franche industrielle. Les entreprises opérant sous ce régime bénéficient en effet d'importants avantages fiscaux et d'autres incitations. Le nombre de ces EF industrielles passait de 12 en 1990 et 191 en 2000. Elles étaient à l'origine d'une forte croissance du secteur industriel au cours de cette période avec 5% en moyenne. Elles représentent près du tiers du PIB industriel et 30% des exportations industrielles en 2003. « Elles sont aussi la branche la plus créatrice d'emplois dont 80000

employés seront effectués en 2004 »⁵. Ce chiffre est passé à 120 000 en 2007 ». Le rôle important joué par la zone Franche est bien démontré après avoir passé sur le recule du volume des exportations malgaches combiné à l'augmentation du taux de chômage suite à la crise politique de 2002 .Cela veut dire que l'économie du pays trouvant de grand succès face à la progression apportée par les EF. Ces derniers sont surtout orientés vers la production de vêtements comme « les pull-overs, les t-shirts ainsi que les articles de prêt-à-porter masculin et féminin »⁶. De ce fait, 64% des EF s'opèrent dans les textiles et habillement (voir tableau 1) car des avantages comparatifs peuvent auprès de ces secteurs. Compte tenu de ce pourcentage, « le taux de croissance de la production industrielle sur la branche de fabrication de textiles et articles d'habillements sera de 11.72% »⁷. En 2001, les exportations de vêtements créent de 1100 milliard de FMG dont 37% ont tourné vers l'UE (40% au total de textiles), par rapport en 1995, l'exportation de vêtement de 18% vers l'UE prend de grande part de 22% du total de textile exporté. En fait, le mouvement du secteur doit se réaliser à partir des accords commerciaux bilatéraux ou multilatéraux. Il s'agit surtout de dynamique du secteur bien déterminé pour profiter l'accès préférentiel au marché des pays développés dans le cadre de l'Accord Multi-Fibre et de la loi Américaine sur les opportunités et la croissance en Afrique (AGOA). En 2008, l'ouverture commerciale de Madagascar est devenue prioritaire car pendant ce temps, leur classement porte le deuxième pays plus grand exportateur des produits d'habillement dans la région de l'Afrique Subsaharienne, et « les exportations vers les USA ont augmenté de 10% entre 2005 et 2006, grâce à l'AGOA »⁸.

Tableau 2: Les branches performantes du secteur industriel

Textile	TIC	Agribusiness	Artisanat	Produits chimiques	Autres
64%	8%	6%	5%	4%	13%

Source : Tracé à partir des données de l'ONUDI concernant la note d'information de l'industrie à Madagascar en 2008 écrit par Anjaratiana RAZAFINDRIANIINA, p10.

⁵ RAZAFINDRIANIINA A., « L'industrie à Madagascar en 2008 », GILABERT Patrick (dir), ONUDI, Bureau de Représentation pour l'Océan Indien à Antananarivo (Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles), 31 décembre 2008, p10.

⁶ RAZAFINDRIANIINA A., « L'industrie à Madagascar en 2008 », GILABERT Patrick (dir), ONUDI, Bureau de Représentation pour l'Océan Indien à Antananarivo (Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles), 31 décembre 2008, p10.

⁷ MECI : Rapport économique et financier 2007-2008, Novembre 2008- INSTAT/DSE

⁸ RAZAFINDRIANIINA A., op.cit., p.10

2. Croissances apportées par l'exportation de produit minier

Grace à l'expansion d'exportation de produits miniers, la balance commerciale s'améliore pour contribuer à une croissance économique reconnue. Pourtant, « le déficit de la balance commerciale s'est nettement amélioré de 67 millions USD par rapport au premier semestre de l'année précédente »⁹. Ce succès provient à partir d'une amélioration de la balance des biens qui a contrebalancé la réduction du solde des services. Dans ce cas, la structure des exportations est aussi modifiée. En 2013, le nickel devient le premier produit d'exportation de Madagascar, avec plus de 30 millions USD en moyenne d'exportation par mois. De la même année, les exportations de nickel excéderont le niveau des exportations des matières textiles et ouvrages en ces matières, qui ont toujours été le principal groupe de produit exporté par Madagascar. En tout cas, les exportations de biens ont connu une hausse de 26% au premier semestre. Cependant, les exportations sont tirées exclusivement par les produits miniers. D'autre côté, depuis le début de l'année 2012, les exportations hors miniers¹⁰ n'ont pas cessé de reculer par semestre. Les exportations de girofle, de produits pétroliers, d'haricots et de litchi en sont les principaux facteurs. Les importations de biens ont augmenté moins vite par rapport aux exportations. Suite à l'achèvement de la phase d'investissement des grands projets miniers il y aura ralentissement des importations de biens d'équipement mais la hausse est apportée surtout par les biens de consommation. En particulier, la quantité de riz importé au premier semestre dépasse de 18% celle du premier semestre 2012¹¹.

3. Croissances apportés par l'exportation des produits agricoles :

En 2001, les exportations de produits agricoles notamment les poissons et les crustacés sont près de 1,3 milliards de FMG. A cette époque, 45% des exportations malgaches ont été effectué pour tourner vers l'Europe dont 66% en 1995. Mais suite à la progression des exportations (augmentation de 35%) sur la période, ceux-ci sont obtenus en particulier aux ventes de crevettes et de vanille, par contre, les ventes de café sur le marché européen ont considérablement chuté (ne présente pas des avantages comparatifs relatifs).

⁹La Banque mondiale, *œuvrer pour un monde sans pauvreté*. Madagascar-Evolution économique récente, octobre 2008, p7

¹⁰Hors Ambatovy et QMM Tolagnaro.

¹¹Ceci a contribué à maintenir la stabilité du prix du riz, et du riz importé en général, cette année.

a. Exportation des crevettes

Madagascar exporte vers l'UE des crevettes qui sont le second produit le plus exporté de ce pays. Dans l'année 2001, les exportations de ce produit seront de 16% des exportations malgaches vers cette région, dont 11% doivent réaliser en 1995. Avec 450 milliards de FMG, les exportations de crevettes ont presque triplé depuis 1995. Le marché européen (français) est le principal marché pour la crevette malgache par rapport au Japon et que le taux de croissance annuel réalisé a été de 9%, le tableau ci-dessous illustre l'expansion des exportations des crustacés (crevette) pendant l'année 2001 :

Tableau 3: Exportations malgaches de crustacés en 2001 et principaux marchés

	Exportations 2001 en millions de dollars	Taux de croissance annuel 1997-2001	% du marché mondial	Taux de croissance annuel des importations mondiales 1997-2001	Marché d'exportation	
Crustacés	129	9%	1%	4%	France65	Japon15

Source : ITC sur la base des statistiques COMTRADE tiré à partir du Rapport provisoire MDP-JEXCO, « Etude d'impacts des APE pour Madagascar », Juin 2004, p107.

b. Exportations de vanilles

Madagascar est le premier producteur et exportateur mondial de vanille dont 58% du marché mondial sont atténués par ce genre de produits agricole. Les ventes de vanille de Madagascar vers l'Europe ont multiplié par quatre entre 1995 et 2001 pour atteindre 365 milliards de FMG. La vanille représente ainsi 11% des exportations malgaches vers l'UE. Madagascar a bénéficié d'une forte demande mondiale en partie des Etats-Unis (Coca-cola vanille) avec des cours (prix) très élevés. L'Europe est son second marché derrière les Etats-Unis ce qui montre le tableau suivant :

Tableau 4: Exportations malgaches de vanille en 2001 et principaux marchés

	en millions de dollars Exportations 2001	Taux de croissance annuel 1997-2001	% du marché mondial	Taux de croissance annuel des importations mondiales 1997-2001	Marché d'exportation	
Vanille	139	29%	57.8%	27%	USA55	France18

Source : ibid.

c. Exportations des autres épices

De même également en année 2001, Madagascar exporte également du poivre, du girofle et de nombreux autres épices vers l'Union Européenne. Ce grandes îles a été classé le premier exportateur mondial de girofle (56%) dont leurs principaux marchés sont Singapour et l'Indonésie. Pendant cette époque, Madagascar enregistre du taux de croissance de 68% entre 1997 et 2001 dans cette matière. « En 2001, les exportations de poivre et de girofle vers l'Europe représentent 27 milliards de FMG »¹²

Tableau 5 : Exportations malgaches de girofle en 2001 et principaux marché

	en millions de dollars Exportations 2001	Taux de croissance annuel 1997-2001	% du marché mondial	Taux de croissance annuel des importations mondiales 1997-2001	Marché d'exportation	
Girofle	96	68%	55.9%	69%	Singapour 77	Indonésie 10

Source : ibid.

¹² Rapport provisoire MDP-JEXCO, « Etude d'impacts des APE pour Madagascar », Juin 2004, p108.

4. Les investissements directs étrangers et la compétitivité des entreprises locales:

La mise en place de l'APE rendant les produits importés en situation compétitifs surtout l'attraction des investissements étrangers pour accéder à la nouvelle technologie et pour poursuivre la concurrence étrangère et surtout pour diminuer les coûts des productions locales. Disons par exemple si l'entreprise exportatrice du produit textile malagasy est en phase de maturation (on se réfère à la théorie de Vernon) et prend un monopole sur le marché mondiale, or au niveau international, plusieurs entreprises se concentrent aussi sur la production de ce produit. C'est à dire, la concurrence est en tête, seulement, les pays qui ont disposé des technologies avancées envisageant des opportunités sur les échanges commerciaux et bénéficiant d'une plus grande ouverture économique. A ce moment là, si l'entreprise textile malgache doit accéder à la nouvelle technologie alors il tire encore beaucoup d'avantages car la demande extérieure augmente progressivement du moment à l'autre. Tout cela montre que le retournement des IDE vers notre pays est une meilleure façon d'accroître la compétitivité des entreprises locales.

Section 2 : Ouverture et réduction de la pauvreté

1. Ouvertures comme facteurs prometteuses de l'emploi

Par rapport à la situation de Madagascar, l'ouverture du pays, par le renforcement des entreprises d'accéder aux normes du commerce internationale, permet de réduire le problème de l'emploi de notre pays. Ce qui veut dire que l'amélioration du niveau de vie de la population dépend de la réussite des entreprises exportatrices malgache car pour établir le rapport positif entre le marché de l'emploi à Madagascar et l'ouverture, on peut se référer à la théorie de Linder qui stipule la demande représentative. L'impact de l'OMC sur le marché mondial est considérable grâce à la libéralisation totale du marché, le volume de l'échange augmente. Cela est vrai comme par rapport à l'offre comme par rapport à la demande. Il y a des pays qui deviennent des grands fournisseurs face à un marché mondialisé pour que la demande soit solvable, élastique et pertinente. En appliquant cette théorie sur la réalité de Madagascar, la production augmente significativement et par voie de conséquence, de résorber le chômage. De plus, l'embauche des personnes augmente de temps en temps (pays domestique) car la demande des produits envers l'extérieur (source de surplus) ne s'arrête pas pour satisfaire les besoins extérieurs. De ce fait, il est probable que le niveau du salaire augmente peu à peu en faveur de l'entreprise parce que l'ouverture porte alors d'une part, une

augmentation de la rente des entreprises et d'autre part une augmentation du salaire qui est la source d'amélioration du niveau de vie de la population pour réduire la pauvreté. D'après de ce qu'on a vu précédemment, « le succès des entreprises Franches constitue la branche la plus créatrice d'emplois dont 80000 employés seront effectués en 2004 et passait de 120000 en 2007 »¹³.

2. Baisse des prix des biens et services, plus grande efficacité économique

Dans le cas où l'ouverture commerciale malgache se concentre dans les produits importés qui sont des intrants renforçant le développement des entreprises comme par exemple dans le cas de machines-outils, les emballages, les produits chimiques pour la production de plastiques ou la savonnerie, les outils agricoles, les produits phytosanitaires et les engrais. Des avantages considérables sont attendus par les consommateurs malgaches face à la baisse du prix car le coût de production est devenu faible à cause de ces intrants. Cependant, l'amélioration potentielle de la compétitivité des entreprises malgache et la baisse des prix des produits de consommation dépendent de l'évolution du taux de change de la monnaie malgache par rapport au monnaie étranger (l'ariary contre l'euro par exemple), de l'évolution des prix des produits proposés sur le marché étranger, de la répercussion ou non de la baisse des prix aux industriels pour les intrants et aux consommateurs bénéficiant directement les produits finis ou indirectement sur les produits manufacturés par rapport à l'ouverture commerciale. La mise en place de l'ouverture du marché considéré comme des mesures observatoires et la maîtrise de l'évolution des prix des produits importés qu'ils soient des intrants ou des produits de consommation et de la répercussion de ces évolutions ; permet alors de suivre l'évolution des impacts de cette ouverture sur le bien être de la population.

Chapitre III: Problème et risque de ralentissement de la croissance :

En réalité, l'ouverture commerciale expose naturellement une économie aux chocs extérieurs et accroît potentiellement son instabilité. En particulier les économies des pays en développements c'est-à-dire les économies de petites dimensions dont Madagascar est la plus ciblés par cette instabilité.

¹³ RAZAFINDRIANAINA A., op.cit., p10.

Section 1 : L'ouverture de Madagascar n'arrive pas à suivre la concurrence

1. Incapacité de produits locaux de suivre la concurrence international : cas de l'exportation de produits agricole malagasy vers l'UE

A cause du risque de la concurrence sur les productions locales et les échanges régionaux surtout dans la plupart des pays ACP, le secteur agricole malgache prend un risque principal de perte d'une ouverture du marché aux produits européens en année 2003. « Or, l'agriculture contribue à 34% du PIB et emploie 12 millions d'habitants, soit 75% de la population malgache. Les investissements dans le secteur agricole sont faibles : ils représentent moins de 1% de la valeur de la production annuelle. Moins de 3% des agriculteurs accèdent à des services financiers formels alors que plus d'un tiers des ménages ruraux seraient endettés auprès d'usuriers. La population agricole est diversement répartie : certaines zones sont enclavées et hors du circuit économique monétarisé. La grande majorité des agriculteurs pratique une agriculture de subsistance avec des cultures vivrières sur de très petites surfaces ». ¹⁴

En outre, l'agriculture est un secteur prioritaire pour l'UE. C'est pourquoi que l'UE doit prendre en charge le financement du secteur agricole dans la plus part des pays en voie de développement (Madagascar) par le Fond européen de développement (FED). A partir de 2008, si Madagascar s'ouvre aux produits agricoles européens, cette agriculture n'arrive pas à augmenter la croissance économique du pays car des contraintes fortes en matière d'infrastructures très exigées par la concurrence internationale comme l'accès au crédit, l'accès aux intrants, de sécurisation foncière, d'organisation agricole. Or la majorité de la population malgache vit dans les milieux ruraux donc au niveau du secteur primaire (agriculture), ce qui veut dire que la croissance du PIB dépend de la réussite des exportations des produits agricoles.

D'autre part, la production des entreprises Malgaches a été confrontée à une agriculture européenne fortement aidée à la production et à l'exportation et bénéficiant d'un environnement très favorable (infrastructures, accès au crédit, recherche agricole, organisation agricole). La concurrence se trouve alors auprès d'une tendance de déséquilibre. A ce moment là, seulement quelques produits sont déjà concurrencés mais à terme comme les produits déjà

¹⁴Rapport provisoire MDP-JEXCO, « *Etude d'impacts des APE pour Madagascar* », Juin 2004, p127.

conurrencés comme les produits laitiers, des viandes, de la farine et du blé et de la biscuiterie.

2. Risque de détérioration de la balance commerciale malgache: accroissement des importations

Le déficit chronique de la balance commerciale représente un fait qui dégrade la croissance économique de Madagascar car les exportations sont inférieures à l'importation et les recettes n'arrivent pas à recouvrir les besoins du peuple. Entre 2000 et 2006, la valeur totale des échanges malgaches sur le marché mondial a été tournée vers l'importation. Dans ce cas, même les importations au niveau du marché régionale (COI, COMESA, SADC) touche presque la moitié de ses échanges. « La domination des importations est renforcée par une nette tendance à leur hausse, atteignant une moyenne annuelle de 9% pour le marché mondial et de l'ordre de 10 à 12 % pour les marchés régionaux »¹⁵. Dans ce cas, les avantages envisagés pour accéder à des nouveaux marchés sont non envisageable car l'évolution des exportations n'est qu'une moindre proportion pour compenser ce déficit.

Pendant le passage des trois crises politiques (1991 ,2002 ,2009) à Madagascar, l'économie de Madagascar a connu des différents dégradations encore et la population devient pauvre de temps en temps .Cela a été résultat par le conflit d'intérêt entre quelques personnes en tête du pouvoir. Pendant ces différents périodes, les exportations (source de la croissance) sont faibles alors que les importations se progressent pour approvisionner les besoins du peuple qui subit à cette situation.cet événement très maquant dans ce pays sera donc aussi la cause du déficit de la balance commerciale malgache.

Section 2 : L'ouverture augmente l'écart entre les deux pôles : Réalité de Madagascar par rapport aux pays riches

Dans la plupart des pays en développement, la majorité de la population sont toujours pauvres même s'il y a des accords de coopération renforcés du renforcement d'ouverture commerciale entre les pays riches et surtout des échanges régionaux entre les pays (commerce sud-sud) comparable à un niveau de vie semblable. De même, depuis la mise en vigueur bayeurs (FMI, BM) qui finance les investissements se déroulant au niveau de ces pays pour réduire la pauvreté, l'écart entre les pays riche et les pays pauvre ne cesse pas de

¹⁵RAHELIZATOVO N., « Etude de la compétitivité de Madagascar sur le marche régional de la SADC », Rapport du CREAM, Cahier de Recherches en Analyses Economiques, n° 13/2009, octobre 2009, p26

s'arrêter de temps en temps. Tout cela explique bien le cas de Madagascar. Plusieurs contraintes sont à considérer pour expliquer ce phénomène.

En fait, Madagascar est une colonie Française et obtient son indépendance à partir des années 1960 dont la majorité de la population vit dans les milieux rurales. A partir des années 80, plusieurs programmes (PAS, zone de libre échange, marché régionale) ont été instauré pour combattre contre la pauvreté surtout dans les pays d'Afrique subsaharienne dont Madagascar y fait partie. La plus part de la mise en œuvre de ces différents programme dépend de l'aide des pays riches (de cause politique). Ce qui veut dire que le contrôle et l'évaluation du déroulement des activités sont exercés par les pays riches qui profitent la faiblesse du pays. Ce qui montre que les pays pauvres n'arrivent à rattraper les pays riches car ces derniers ont été déjà avancés par des avances technologiques et la capacité intellectuel .Et que la réalité entre les pays riches et les pays pauvres est différente surtout au niveau économique et culturelle. Toutefois, l'ouverture commerciale de Madagascar vers le commerce extérieur ne contribue efficacement à une croissance économique significative car la plupart de la production des entreprises exportatrices sont tous presque négliger par la production des entreprises qui ont des avances technologiques mentionnées précédemment. Or, la réflexion montre que si les exportations des produits échangés par Madagascar sont moindres, alors la croissance économique tend vers zéro ou plutôt négative et dans le cas inverse, elle est positive et monte vers un taux souhaitable .Pour le cas de Madagascar, les produits échangés (que se soit vers la COI , le COMESA, la SADC, l'UE, USA ou vers les autres pays qui sont en relation commerciale avec Madagascar) dans le cas où le total des valeurs de transactions avec ces partenaires commerciaux sont moindre, alors cela n'a que très peu d'impact sur la croissance.

La situation de Madagascar par rapport aux exigences du commerce internationale comme la situation géographique (distance des lieux d'échanges), la situation technologique (entreprise), la manque d'infrastructure. Tout cela montre la faiblesse Madagascar qui bloque la croissance économique et conduit à faire appelle à l'aide des bayeurs pour réparer la cette situation et pour stimuler la croissance .Ce qui justifie alors l'écart qui est énoncé dans ce section.

CONCLUSION

En définitive, les arguments avancés au cours de développement sont fondés sur les théories traditionnelles du commerce international d'Adam Smith, de David Ricardo, d'Eli Heckscher, Bertil Ohlin, Paul Samuelson, Linder, Vernon et sur la théorie de Paul Krugman. De toute façon, on n'est pas censé d'apporter un jugement de valeur sur la théorie la plus pertinente par rapport au problème du sujet. Mais il s'agit d'un constat objectif soutenu par des théories bien fondées.

L'objectif de ce mémoire se réalise dans une analyse économique de l'ouverture commerciale sur l'économie de Madagascar. Ces théories traditionnelles et même les nouvelles théories affirment l'idée que le commerce international est source de gains mutuels entre les pays. La théorie d'Adam Smith stipule les avantages absolus qui proviennent de la spécialisation des pays dans la production réalisant des profits suite à la compétitivité des produits à l'échelle mondiale. Pour David Ricardo, un pays désavantagé (possédant des avantages relatifs) participe à la production des biens qu'il lui procure un gain net pour améliorer la capacité de production. Cette thèse est complétée par le modèle factoriel (HOS) confirmant la spécialisation des pays dans la production des biens et qui entreprend la nécessité des facteurs de production abondants sur leur territoire afin de réaliser des gains à l'échange international par l'immobilité internationale des facteurs de production. Ce modèle factoriel est critiqué par Linder du fait que les facteurs dépendent de la demande représentative dans le cas où les facteurs travail sont différents entre les pays. Dans l'idée de Krugman Paul, qui analyse l'évolution du commerce internationale récent basé sur ces théories anciennes en préconisant que la production augmente plus vite que les unités de productions : interne ou externe.

Plusieurs avantages sont donc attendus par la mise en place de stratégie libre échangiste : plus forte croissance économique apportés par les industries exportatrices, plus grande efficacité économique, réduction de la pauvreté. Par contre, des principaux inconvénients sont éventuels suite à l'ouverture économique notamment le ralentissement causé par la course sur la concurrence non atteinte par les entreprises locales et le fait apporté par l'existence de deux pôles (écart entre pays riche et pays pauvre). D'où, l'effet de l'ouverture commerciale surtout dans les pays en développement est toujours moindre suite à une faible part dans les échanges mondiaux.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ANDRIAMBELOSOA S., RASOLOFO A. « Exportations, croissance économique et intégration régionale ». *La relation entre exportations et croissance économique à Madagascar*, Rapport du CREAM, Cahier n°16, juillet 2013, 20P.

ANDRIAMBELOSOA S., RASOLOFO A. « Exportations, croissance économique et intégration régionale ». *Quels produits à exporter pour répondre aux potentialités commerciales de Madagascar sur les marchés régionaux ?* Rapport du CREAM, Cahier n°17, juillet 2013, 26p.

COMBES Jean-Louis, GUILLAUMONT Patrick, et al, « Ouverture sur l'extérieur et instabilité des taux de croissance », *Revue française d'économie*, volume 15, n°1, 2000, pp3-33

CORTET Claudine, DEBONNEUIL Michèle. « La balance des paiements depuis 1973 ». *L'industrie française face aux contraintes de change. Les entreprises en 1978. La balance des paiements*. In: *Economie et statistique*, n°119, Février, 1980, pp. 65-88.

Delleur, « Commerce, croissance et réduction de la pauvreté », *Politique étrangère*, n°2, 2005, pp. 373-385.

Hugon Philippe, « L'impact de l'aide sur le développement ». *Le cas de Madagascar*, *Tiers-Monde*, tome 14, n°56, 1973. *La coopération internationale*. pp. 793-824.

KRUGAN Paul, OBSTFELD Maurice, et al. *Economie internationale*, Pearson Education France, 8^e édition, Paris, Mars 2009, 754p.

JEAN-RAPHAEL C. et MARC L., « L'économie mondiale 2013 ». *La montée des échanges Sud-Sud dans le commerce mondial*, Repères, La Découverte, Paris, 2012, pp.91-103.

La Banque mondiale, « œuvrer pour un monde sans pauvreté ». *Madagascar-Evolution économique récente*, octobre 2008, 20p.

Chahir Zaki, « Economie Internationale ». *Le Modèle Factoriel HOS*, Second Semestre 2014, 42p.

RAHELIZATOVO N., « Etude de la compétitivité de Madagascar sur le marché régional de la SADC », Rapport du CREAM, Cahier de Recherches en Analyses Economiques, n° 13/2009, octobre 2009, 52p.

Rapport provisoire MDP-JEXCO, « Etude d'impacts des APE pour Madagascar », Juin 2004, 326p.

RAZAFINDRAKOTO M., « les enjeux théoriques de la libéralisation des échanges », Projet Madio Madagascar-Dial –Instat-Orstom Appui à la réflexion macro-économique, n° 9638/E, Juillet, 1996,17p.

RAZAFINDRAKOTO M., « Madagascar à l'heure de l'ouverture économique : la croissance peut-elle venir des entreprises exportatrices? », Projet Madio Madagascar-Dial –Instat-Orstom Appui à la réflexion macro-économique, n°9663/E, décembre 1996, 10p.

RAZAFINDRAKOTO M., «Madagascar face a la globalisation des échanges : une estimation de l'inclinaison a l'ouverture», Projet Madio Madagascar-Dial –Instat-Orstom Appui à la réflexion macro-économique, Août 1996, 16p.

RAZAFINDRIANIAINA A., « L'industrie à Madagascar en 2008», *GILBERT Patrick* (dir), ONUDI, Bureau de Représentation pour l'Océan Indien à Antananarivo (Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles), 31 décembre 2008,14p.

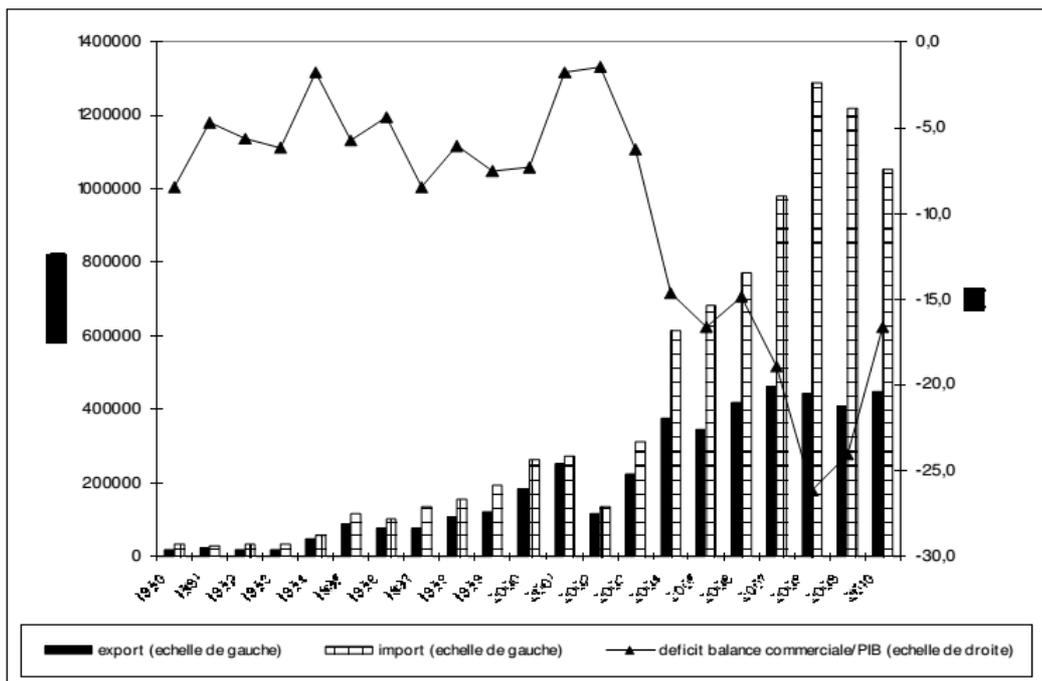
ANNEXES

ANNEXE 1: Evolution des exportations malgaches vers l'UE par type de produit

Milliards de FMG	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	1995%	2001%
Produits agricoles	952	731	711	823	889	1144	1285	1517	66%	45%
Viande et animaux vivants	37	12	6	2	1	1	1	0	3%	0%
Poissons et crustacés	164	161	237	266	329	476	514	676	11%	18%
<i>dont crevettes</i>	162	158	234	261	324	470	450	660	11%	16%
Légumes	21	17	12	18	17	16	21	29	1%	1%
Fruits	76	68	63	78	96	94	53	94	5%	2%
<i>dont litchis</i>	47	68	44	78	95	94	53	94	3%	1%
Epices, café, thé	434	271	290	274	269	279	374	410	30%	13%
<i>dont café</i>	321	211	226	225	172	35	14	22	22%	0%
<i>vanille</i>	94	38	40	34	68	217	320	365	7%	11%
<i>poivre</i>	11	16	16	7	21	7	8	9	1%	0%
<i>girofle</i>	5	5	5	5	5	18	29	11	0%	1%
Sucre	44	34	5	34	40	43	30	3	3%	1%
Thon en boîte	121	117	42	91	76	136	183	194	8%	6%
Cacao	16	13	20	26	26	21	35	54	1%	2%
Textiles	309	369	619	939	1264	1712	1138	576	22%	40%
dont coton	19	26	74	152	110	92	33	23	1%	1%
<i>vêtements</i>	263	309	366	742	962	1299	1062	532	18%	37%
Huiles essentielles	23	30	22	26	27	30	53	48	2%	2%
Pierres précieuses	14	8	11	10	9	14	18	12	1%	1%
Minéraux	67	39	63	51	25	68	49	44	5%	2%
Autres	67	56	89	136	233	227	304	271	5%	11%
TOTAL	1432	1233	1514	1983	2446	3195	2847	2467		

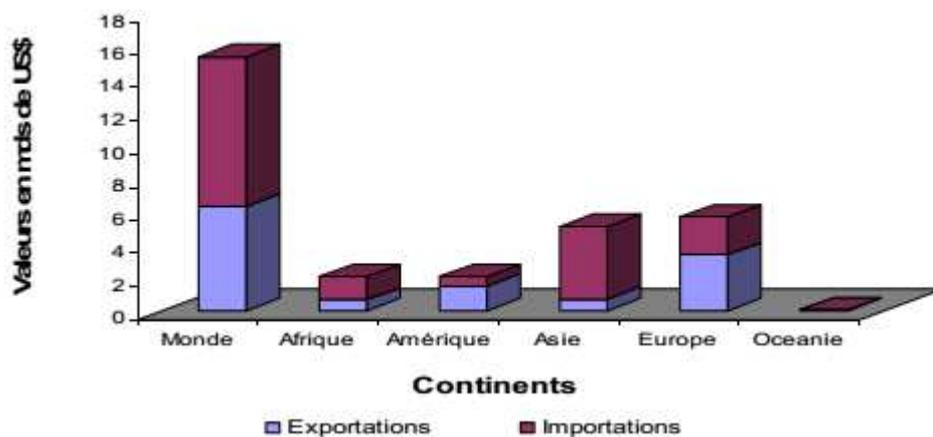
Source: INSTAT à partir de Rapport provisoire MDP-JEXCO, « Etude d'impacts des APE pour Madagascar », Juin 2004, p106

ANNEXE 2 : Evolution de 1990 à 2010 des exportations, importations et déficit commercial de Madagascar



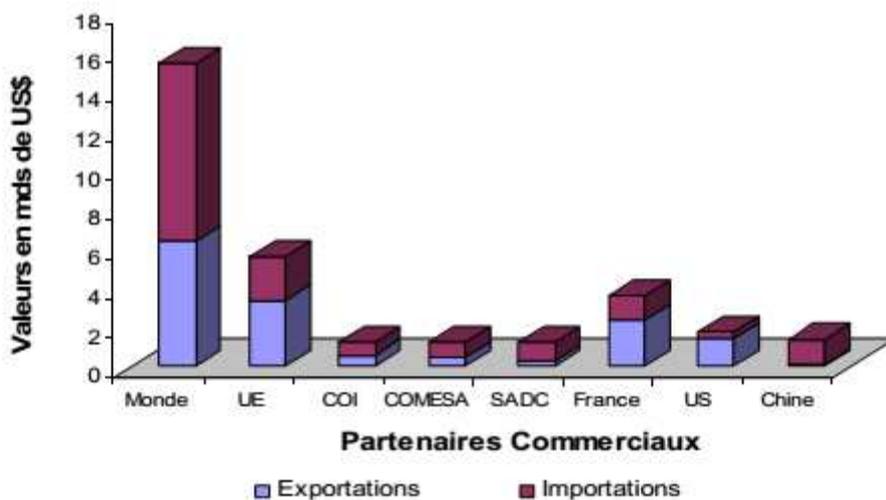
Source : INSTAT, calculs des Auteurs tiré à partir du rapport de CREAM, écrit par ANDRIAMBELOSOA S., RASOLOFO A., « Exportations, croissance économique et intégration régionale ». *La relation entre exportations et croissance économique à Madagascar*, juillet 2013, p10.

ANNEXE 3 : Echange commerciaux entre Madagascar et les différents continents (2000-2006)



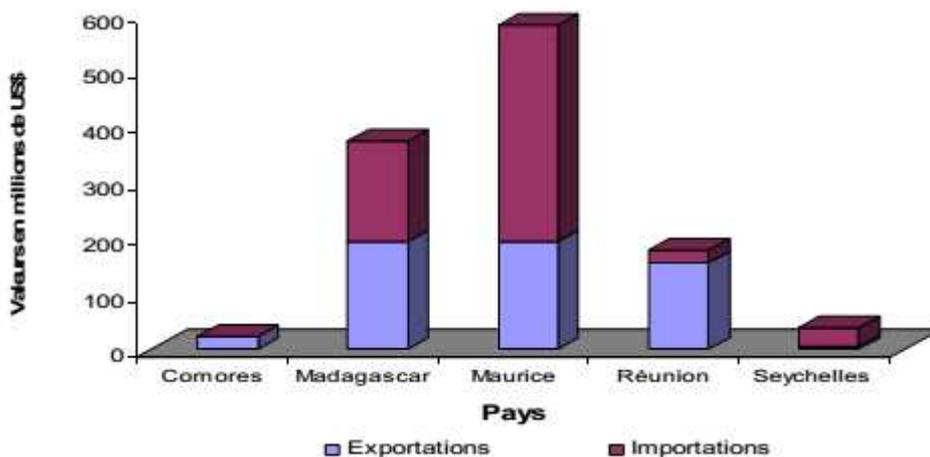
Source 1 : RAHELIZATOVO N., « Etude de la compétitivité de Madagascar sur le marché régional de la SADC », Rapport du CREAM, Cahier de Recherches en Analyses Economiques, n° 13/2009, octobre 2009, p11.

ANNEXE 4 :Principaux partenaires commerciaux de Madagascar(2000-2006)



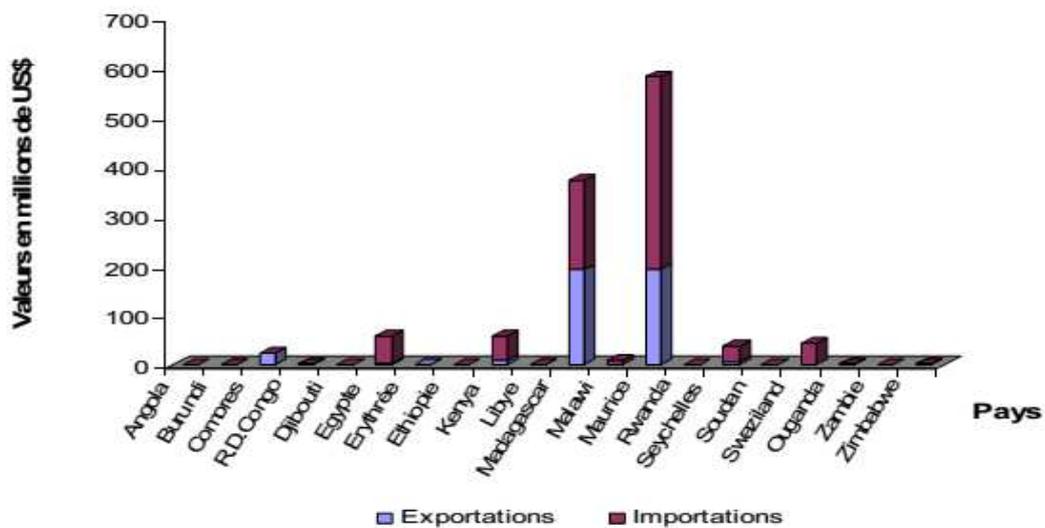
Source 2 : ibid.

ANNEXE 5 : Echanges commerciaux avec les pays membres de la COI (2000 – 2006)



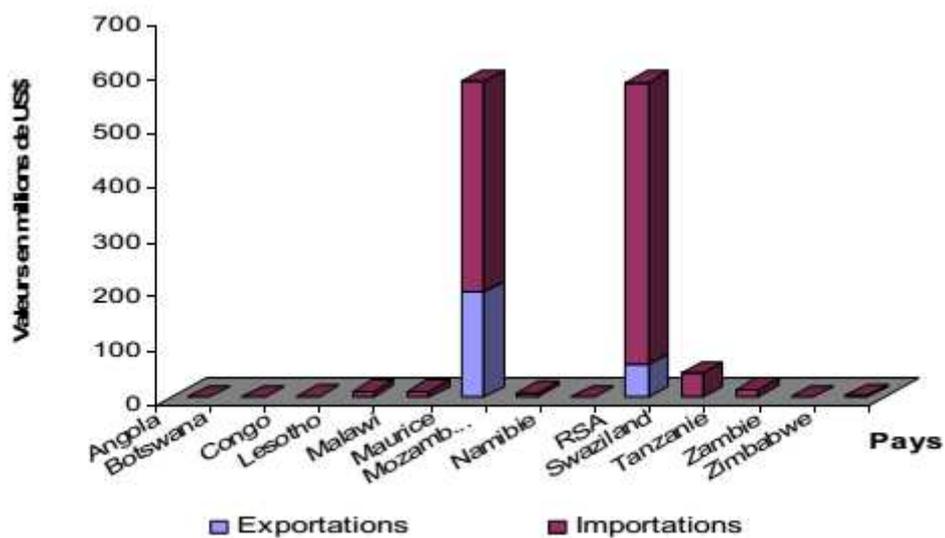
Source 3 : ibid.

ANNEXE 5 : Echange commerciaux avec les pays membres du COMESA (2000-2006)



Source 4 :ibid.

ANNEXE6 : Echange commerciaux avec les pays membres de la SADC (2000-2006)



Source 5 :ibid.

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	i
ABREVIATIONS	ii
SOMMAIRE	iii
LISTE DES TABLEAUX.....	iv
LISTE DES FIGURES	v
INTRODUCTION	1
PARTIE I : APPROCHES THEORIQUES DE L'OUVERTURE COMMERCIALE	1
Chapitre I : Théories traditionnelles du commerce international.....	4
Section 1 : Théories classiques.....	4
1. Théorie d'Adam Smith (1723-1790):	4
2. Théorie de David Ricardo (1772-1823) :.....	5
Section2 : Théories néoclassiques du Commerce International.....	9
1. Le modèle Heckscher (1879-1952), Ohlin (1899-1979) ou (HO) :.....	9
2. Théorie de Paul Samuelson (1915-2009) ou S	13
Chapitre 2 : Nouvelles théories du commerce international	13
Section 1 : Extensions de la théorie traditionnelle : Théorie de Linder et Vernon	13
1. La demande de Linder représentative (1961-1967).....	13
2. Le cycle de vie du produit de Vernon : approche néo-technologique	14
Section2 : Théorie de Krugman Paul	15
1. Rendement d'échelle croissant	15
2. La concurrence monopolistique.....	16
Partie II : Cas de Madagascar	4
Chapitre I : Politiques d'ouverture commerciale à Madagascar :	18
Section1 : Politiques d'ouverture commerciale déjà mise en ouvre par Madagascar.....	18
1. La mise en œuvre du PAS	18
2. Zone du libre échange ou libéralisation.....	20
3. Intégration régionale.....	22
Section2 : Evolution du commerce extérieur à Madagascar	23
Chapitre II : Impact positif de l'ouverture sur la croissance de Madagascar	25
Section 1 : Liens entre exportations et croissances économiques:.....	25
1. Croissances apportées par les EF :.....	25
2. Croissances apportées par l'exportation de produit minier	27

3. Croissances apportés par l'exportation des produits agricoles :.....	27
a. Exportation des crevettes	28
b. Exportations de vanilles	28
c. Exportations des autres épices	29
4. Les investissements directs étrangers et la compétitivité des entreprise locales:.....	30
Section 2 : Ouverture et réduction de la pauvreté	30
1. Ouvertures comme facteurs prometteuses de l'emploi.....	30
2. Baisse des prix des biens et services, plus grande efficacité économique.....	31
Chapitre III: Problème et risque de ralentissement de la croissance :.....	31
Section 1 : L'ouverture de Madagascar n'arrive pas à suivre la concurrence.....	32
1. Incapacité de produits locaux de suivre la concurrence international : cas de l'exportation de produits agricole malagasy vers l'UE.....	32
2. Risque de détérioration de la balance commerciale malgache: accroissement des importations	33
Section 2 : L'ouverture augmente l'écart entre les deux pôles : Réalité de Madagascar par rapport aux pays riches	33
CONCLUSION.....	35
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	I
ANNEXES	III
TABLE DES MATIERES	VII

Auteur : ANDRIASEHENO Noëlson Flavien

Titre : Madagascar à l'heure de l'ouverture économique

Nombre de pages : 35

Tableaux : 04 Figures: 05

Contact :

Adresse de l'auteur : Lot CU Ankatso II Bloc 58 porte 05 C

RESUME

De nos jours, le phénomène de l'ouverture économique entre les différents pays se progresse de temps en temps au niveau mondial. Face à cette évolution et à cause de la mondialisation de l'économie, les échanges entre les pays en développement ou entre les pays développés et même entre le croisement de ces deux pays mettent l'accent au cœur de la croissance économique de ces deux pays en question. La plupart des accords commerciaux entre les pays riches et les pays pauvres se base surtout à des relations commerciales renforçant le développement des pays en retard afin qu'ils soient tirés des signes positives de croissance économique et aussi pour réduire la pauvreté par l'amélioration du niveau de vie de la population. Ce mémoire a pour objet dont du point de vue théorique, l'ouverture commerciale (ou bien le commerce international) procure des gains entre les pays qui la pratiquent. Du point de vue pratique, parallèlement à ce phénomène, Madagascar est impliqué et sur le point d'atteindre des gains pour augmenter la croissance économique du pays tel est le cas du DCPE, DSRP, IPPTE, FASR, OMD, MAP. Dès aides sur le renforcement des relations commerciales bien défini sont déjà inventées à Madagascar mais de même jusqu'aujourd'hui, la croissance économique n'est pas atteinte efficacement suite encore à une tendance d'importer des produits manufacturés et d'exporter des produits de base. On voit alors que les entreprises locales de nos pays n'arrivent à soutenir vraiment la croissance pour défendre la pauvreté.

Mots clés : Ouverture commerciale, coût d'opportunité, concurrence, déficit commerciale, libéralisation, intégration régionale, efficacité économique.

Encadreur : Docteur RAMIARISON Herinjatovo